

STRATÉGIE NATIONALE DES PÔLES ÉNERGÉTIQUES

Vers la réalisation de huit centrales régionales

L'Algérie accélère la mise en œuvre de sa stratégie nationale des pôles énergétiques, un programme d'envergure destiné à réaliser huit grandes centrales régionales. Ce chantier, présenté comme l'un des projets structurants du secteur, vise à renforcer la sécurité énergétique du pays, soutenir l'industrialisation et accompagner l'essor des investissements agricoles. L'objectif est de rapprocher l'énergie des zones de consommation afin de réduire les pertes, optimiser les coûts et créer de nouveaux pôles de développement. P 3



BILAN ÉNERGÉTIQUE 2024

Hausse de la consommation de 3,8%

Le bilan énergétique national pour l'année 2024, rendu public par le ministère des Hydrocarbures et des Mines, fait apparaître plusieurs évolutions marquantes par rapport à 2023. En effet, la production commerciale d'énergie primaire a légèrement reculé de 0,4 %, s'établissant à 169,5 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep).

P 3

TRAITEMENT DU FER DE GARA DJEBILET

Vers la création de 500 emplois directs

La Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a annoncé, hier à Tindouf, que les postes d'emploi prévus dans le cadre de deux unités de traitement au niveau de la mine de Gara Djebilet s'élèvent à 500 emplois directs, avec une priorité accordée aux jeunes de la région.

P 2

SOMMET ALGÉRO- ALLEMAND DE L'INVESTISSEMENT

L'Algérie mise sur une nouvelle dynamique industrielle

Placée sous le haut patronage du ministère de l'Industrie, la nouvelle édition du "German Algerian Investment Summit" a réuni, durant deux jours (9 et 10 décembre 2026), responsables institutionnels, industriels et opérateurs économiques des deux pays. À cette occasion, le secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Benaissa, a salué l'initiative portée par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), tout en soulignant l'importance de ce cadre de dialogue économique bilatéral.

P 5

MARCOM CONFÉRENCE ALGER 2025

**L'IA redéfinit la
communication et le
marketing en Algérie** P 2

E-COMMERCE INTERNATIONAL

**La BDL lance le paiement
en ligne vers l'Algérie
via Mastercard** P 5

23E SESSION DE LA GRANDE
COMMISSION MIXTE ALGÉRO-
TUNISIENNE DE COOPÉRATION

**Réunion de la commission
préparatoire au niveau des
experts** P 5

NÂAMA

Une production de plus de 178.000 quintaux de pomme de terre hors saison attendue

La wilaya de Nâama prévoit une production de plus de 178.000 quintaux de pommes de terre hors saison, durant la campagne de récolte récemment lancée, a indiqué, mercredi, la direction des Services agricoles (DSA). Cette quantité prévisionnelle sera récoltée sur une superficie totale de 595 hectares, dont 555 hectares dédiés à la pomme de terre de consommation et 40 hectares réservés aux semences. La direction du secteur s'attend à un rendement moyen de 300 quintaux par hectare pour ce produit stratégique. Les superficies consacrées à la culture de la pomme de terre hors saison ont augmenté de 80 hectares par rapport à la saison précédente, grâce aux mesures prises par le ministère de tutelle, notamment la régularisation des contrats d'exploitation des terres agricoles dans le cadre de la mise en conformité, la délivrance d'autorisations de forage de puits, ainsi que l'appui accordé aux agriculteurs. A noter que la plupart des périmètres de culture de la pomme de terre dans la wilaya se situent dans les régions de Mekmen BenAmar, El Kasdir, Aïn Benkheilil, Aïn Sefra, Tiout et Sfissifa, connues pour leurs hautes potentialités productives.

EN PRÉSENCE DE PLUS DE 150 ENTREPRISES

L'ESAA organise son 21e forum des stages

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) a organisé, hier à Alger, la 21e édition de son Forum des stages, un rendez-vous destiné à mettre ses étudiants en contact direct avec le monde professionnel, afin de faciliter les échanges, le recrutement et le développement de partenariats. Cet événement annuel, qui constitue un espace de rencontres entre les milieux académique et professionnel, a réuni 150 entreprises, publiques et privées, ainsi que des startups, venues présenter leurs offres de stages de fin d'études aux étudiants de l'école. Dans une déclaration à la presse, la directrice adjointe par intérim de l'ESAA, Moufida Tadjerout, a souligné l'importance de cette rencontre qui "offre à chaque étudiant l'opportunité de transformer ses acquis théoriques en compétences opérationnelles et d'affiner son projet de carrière grâce à une immersion concrète au sein des entreprises partenaires, à travers un stage pratique d'au moins un mois, avec possibilité de recrutement". Selon elle, cette initiative vise à "contribuer au développement du capital humain et renforcer les liens entre la formation académique et le monde des entreprises, en vue de préparer des cadres opérationnels pour l'avenir".

TRAITEMENT DU FER DE GARA DJEBILET

Vers la création de 500 emplois directs

La Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a annoncé, hier à Tindouf, que les postes d'emploi prévus dans le cadre de deux unités de traitement au niveau de la mine de Gara Djebilet s'élèvent à 500 emplois directs, avec une priorité accordée aux jeunes de la région.

Par Sirine R

Mme Karima Bakir Tafer a précisé que sa visite à la mine de Gara Djebilet, en compagnie du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des grands projets structurants du secteur minier. Elle a souligné que le développement du minerai de fer sur ce site constitue un projet stratégique important et représente l'un des piliers de la stratégie de l'Etat visant à bâtir une base industrielle dans le domaine des mines. Elle a mis en avant le fait que le projet Gara Djebilet est, aujourd'hui, une réalité grâce au soutien constant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Elle a indiqué que ce projet a enregistré une avancée significative dans la réalisation des infrastructures liées au transport du minerai, notamment en ce qui concerne les réseaux routiers de liaison et les installations logistiques. Lors de son inspection des différents ate-

liers de la mine, Mme Bakir Tafer a révélé que la quantité de minerai de fer extraite à ce jour dépasse 400.000 tonnes. Elle a ajouté que le recours aux explosifs pour la poursuite des opérations d'extraction devrait commencer, dans les prochains jours, tandis que les quantités traitées seront expédiées prochainement. La Secrétaire d'Etat a également visité les ateliers de réalisation des unités de traitement primaire, dont le taux d'avancement a dépassé 48 %. Elle a souligné que les travailleurs veillent au respect des délais fixés, en coordination avec plusieurs secteurs et les autorités locales, ce qui constitue, selon elle, «un facteur essentiel dans l'avancement concret du projet». Elle a ajouté que les usines de traitement assureront les missions de concassage, de criblage, d'augmentation de la teneur en fer et de réduction du taux de phosphore de 0,8 % à 0,2 %, permettant ainsi une capacité de production d'un million de tonnes en 2026, pour atteindre 8 millions de tonnes à l'horizon 2030, soit la quantité nécessaire pour approvisionner l'usine de

Bechar en matière première. Il est à rappeler que le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, accompagné de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mme Karima Bekir Tafer, ainsi que du wali de Tindouf, M. Mustapha Dahou, a inspecté, au début de sa visite de terrain dans la wilaya de Tindouf, le site de la mine de Gara Djebilet, ainsi que la gare ferroviaire en cours de réalisation dans la même zone. À cette occasion, le ministre a souligné la nécessité de mobiliser tous les moyens afin d'achever la gare et ses dépendances et de la rendre opérationnelle avant la fin de l'année. Au niveau de cette même gare, Djellaoui a insisté sur l'importance d'accélérer le rythme des travaux restants, en précisant que les 71 kilomètres encore non réalisés seront achevés avant le 26 décembre 2025, permettant ainsi l'achèvement total de la ligne minière ouest, y compris les ouvrages d'art, au nombre de 45, dont la réalisation s'est terminée ces derniers jours.

MARCOM CONFÉRENCE ALGER 2025

L'IA redéfinit la communication et le marketing en Algérie

Par R E.

Sous le haut parrainage du Ministère de la Communication, la première édition de la MarCom Conférence Alger 2025 a réuni, les 07 et 08 décembre à Alger, plus de 200 participants, des professionnels, des créateurs de contenu, des entrepreneurs, des institutions, des étudiants et des journalistes autour des nouvelles dynamiques du marketing, de la communication à l'ère de l'intelligence artificielle. Avec des intervenants nationaux et internationaux, l'événement s'est imposé comme l'un des plus grands rendez-vous régionaux du secteur, confirmant le rôle croissant de l'Algérie comme moteur d'innovation intellectuelle. La conférence a offert deux journées intenses de keynotes, de panels et de séances d'échanges consacrés aux mutations du marketing digital à l'ère de l'IA. La première journée a mis en lumière l'usage stratégique de l'intelligence artificielle dans la créativité, la communication et la gouvernance marketing. Des experts comme Hadj Khelli, Samy Aberkane, Mohamed Cherif amokrane, Arnault Chatel et Warda Bailich ont abordé des thématiques allant de la créativité augmentée au rôle central des données dans la prise de décision, en passant par l'éthique et la transparence

dans l'usage des technologies IA. À ce propos, Mme Warda Bailich a souligné : « L'enjeu n'est pas de rendre l'IA plus puissante, mais de rendre nos intentions plus éclairées. » Les workshops de l'après-midi étaient dédiés à la data, au pilotage de la communication, à l'optimisation de LinkedIn ou encore à la transformation des insights en actions ont permis aux participants d'acquérir des outils opérationnels et directement applicables. La seconde journée a poursuivi la réflexion avec des keynotes inspirants autour du storytelling, de l'e-commerce, du futur de la télévision, du cinéma et des plateformes IA. Les interventions de Mouzahmen Yahia, Borhene Bouanoun, Sidahmed Hamani et Chemseddine Habboub ont ouvert des perspectives nouvelles sur les tendances qui façonnent le marché algérien et africain dont l'intervention de Lyes Paul Mollard, CEO de Jumia Algérie, qui a présenté une analyse percutante de l'évolution du e-commerce en Algérie, illustrant le passage "de la conversation à la conversion", et mettant en lumière les nouvelles attentes du consommateur algérien. Les panels consacrés à l'évolution de la TV en Algérie, au social listening et à la compréhension comportementale ont montré à quel point l'écosystème local se structure

rapidement pour intégrer les standards internationaux. L'événement a aussi mis en avant les espaces B2B, qui ont facilité les échanges entre agences, startups, institutions, annonceurs et experts. Ces rencontres ont encouragé la création de projets concrets et de collaborations durables. Les workshops de l'après-midi ont ensuite proposé un apprentissage ciblé sur des sujets techniques et innovants, renforçant le côté pratique de la conférence. En conclusion de l'événement, Leïla Akli, CEO de Pi Relations et fondatrice de la MarCom Conference, a réaffirmé l'ambition de faire de cette rencontre un espace incontournable d'échanges, d'apprentissage et d'innovation pour les professionnels algériens du marketing et de la communication. Elle a souligné que l'engouement suscité par cette première édition témoigne de la volonté de l'Algérie de franchir une nouvelle étape vers l'avenir du digital. La MarCom Conference s'impose désormais comme une plateforme de référence, favorisant le partage de connaissances, les connexions professionnelles et l'inspiration, tout en positionnant le pays comme un acteur majeur du marketing et de l'intelligence artificielle en Afrique du Nord. La MarCom Conference donne enfin rendez-vous en octobre 2026 pour une deuxième édition encore plus ambitieuse.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

STRATÉGIE NATIONALE DES PÔLES ÉNERGÉTIQUES

Vers la réalisation de huit centrales régionales

L'Algérie accélère la mise en œuvre de sa stratégie nationale des pôles énergétiques, un programme d'envergure destiné à réaliser huit grandes centrales régionales. Ce chantier, présenté comme l'un des projets structurants du secteur, vise à renforcer la sécurité énergétique du pays, soutenir l'industrialisation et accompagner l'essor des investissements agricoles. L'objectif est de rapprocher l'énergie des zones de consommation afin de réduire les pertes, optimiser les coûts et créer de nouveaux pôles de développement.

Par Adem A.

La mise en service récente de la centrale de Kais, dans la wilaya de Khenchela, illustre cette dynamique. Dotée d'une capacité installée de 1266 MW, elle alimente déjà trois wilayas voisines et constitue l'un des exemples les plus avancés de la nouvelle génération de centrales électriques en Algérie. Conçue selon la technologie du cycle combiné, qui associe gaz et vapeur, elle affiche un rendement avoisinant les 60 %, soit le double d'une centrale à cycle ouvert. Pour Boukhalfa Yaici, directeur général de Green Energy Cluster Algeria, ces réalisations traduisent une vision d'ensemble tournée vers l'efficacité et la proximité énergétique. « L'objectif est clair : rapprocher l'énergie du consommateur. Plus la distance entre la production et la consommation est courte, plus les pertes diminuent et plus l'énergie devient compétitive. C'est une condition essentielle pour soutenir l'agriculture moderne et l'industrie », a-t-il expliqué au micro de la télévision algérienne. La wilaya de Khenchela, présentée comme un modèle de performance en matière d'accès à l'énergie, enregistre aujourd'hui un taux de raccordement de 98 % pour l'électricité et de 84 % pour le gaz naturel. La centrale de Kais a par ailleurs mobilisé 22 entreprises nationales sur 28, un indicateur, selon Yaici, de la progression des compétences locales. « Cette centrale est un

symbole. Elle montre qu'un savoir-faire national existe et qu'il peut mener à bien des projets stratégiques de grande envergure », a-t-il souligné. Selon les données disponibles, la stratégie des pôles énergétiques repose sur la réalisation progressive de huit centrales régionales, chacune dotée d'une capacité moyenne dépassant 1280 MW. Leur implantation a été déterminée sur la base de critères économiques et géographiques précis, incluant les zones agricoles en développement, les futurs pôles industriels et la nécessité de réduire les coûts de transport de l'énergie. Dans les régions sahariennes, le kilomètre de câblage peut en effet coûter de 6 à 8 millions de dinars, d'où l'importance de rapprocher les infrastructures des utilisateurs. Cette stratégie accompagne par ailleurs un chantier majeur engagé par Sonelgaz depuis 2020, celui du raccordement massif des exploitations agricoles à l'électricité. Ce programme, aujourd'hui en voie d'achèvement, devrait lever un obstacle historique pour les agriculteurs. « Le monde agricole souffrait depuis longtemps de la faiblesse du raccordement. Aujourd'hui, l'accès à l'énergie n'est plus un obstacle : elle existe, l'eau existe, les intrants existent. Le défi désormais, c'est l'efficacité de l'exploitation », a-t-il expliqué. La montée en puissance de ces pôles énergétiques s'inscrit également dans la stratégie nationale d'exportation d'électricité. Avec une

capacité installée d'environ 28 000 MW, l'Algérie dispose d'un excédent important, notamment en hiver, où la consommation se situe entre 9000 et 10 000 MW. « L'Algérie exporte déjà vers la Tunisie, mais ce sont de petites quantités. Le potentiel est bien plus important, surtout avec l'intégration progressive des énergies renouvelables dans le mix national », a rappelé le DG de Green Energy Cluster Algeria. En parallèle, le pays avance dans le développement de centrales solaires à grande échelle, dont les premières unités entreranno en service d'ici la fin de l'année, avant une intégration totale au réseau en 2026. Ces installations permettront de réduire l'utilisation du gaz dans la production électrique, libérant ainsi une ressource stratégique destinée à être mieux valorisée, notamment à l'export. Elles contribueront également à la création de milliers d'emplois, soit environ 4000 pour chaque tranche de 1000 MW solaire. Pour Boukhalfa Yaici, la réussite de cette stratégie dépend aussi de la montée en gamme de l'industrie nationale. « Nous produisons déjà des câbles, des poteaux, des équipements électriques et même certaines composantes photovoltaïques. Si l'on accélère les certifications et l'intégration industrielle, l'Algérie pourra non seulement couvrir ses besoins mais aussi devenir exportatrice sur le continent », a-t-il conclu.

BILAN ÉNERGÉTIQUE 2024

Hausse de la consommation de 3,8%

Par S R.

Le bilan énergétique national pour l'année 2024, rendu public par le ministère des Hydrocarbures et des Mines, fait apparaître plusieurs évolutions marquantes par rapport à 2023. En effet, la production commerciale d'énergie primaire a légèrement reculé de 0,4 %, s'établissant à 169,5 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep). Parallèlement, les importations de produits énergétiques ont augmenté de 8,8 %, pour atteindre 1,2 M Tep. Les exportations d'énergie, incluant le sou-

tage et l'avitaillement, ont quant à elles enregistré une baisse de 3,6 %, se fixant à 93,5 M Tep, principalement en raison du recul des exportations de GNL. Cette diminution a entraîné un affaiblissement du solde exportateur net, en recul de 3,8 % à 92,3 M Tep. En revanche, la consommation nationale d'énergie a poursuivi sa progression, augmentant de 3,8 % pour atteindre 74,9 M Tep en 2024. Cette dynamique est portée essentiellement par la consommation finale, qui représente 76 % du total. La consommation finale d'énergie a ainsi enregistré une

hausse de 5,1 %, totalisant 57,0 M Tep, sous l'effet combiné de l'augmentation de la consommation de produits pétroliers (+6,4 %), d'électricité (+6,4 %), de gaz naturel (+3,5 %) et de GPL (+2,9 %). Concernant la production d'énergie dérivée, elle a progressé de 1 % pour atteindre 72,5 Mtep. Cette hausse est tirée par une augmentation de 7,3 % de la production d'électricité thermique et une croissance de 4,4 % de la production de produits pétroliers, grâce à une meilleure performance des raffineries. La capacité nationale de production

électrique a également augmenté, atteignant 26,2 GW, en hausse de 2,6 %. Les quantités d'énergie primaire transformées ont progressé, par ailleurs, de 1,4 % pour atteindre 75 Mtep, soutenues par un accroissement de 7,4 % des prélèvements en gaz naturel pour les centrales électriques, qui mobilisent désormais près de 49 % de la consommation totale de gaz et une forte baisse de 12,4 % du gaz destiné à la liquéfaction, affectée par les travaux de maintenance dans les complexes GNL.

EXPLORATION PÉTROLIÈRE EN AFRIQUE

Sonatrach et Petrojet envisagent un partenariat stratégique

Par M. A.

Sonatrach et la société égyptienne Petrojet étudient la possibilité de mener des opérations conjointes de recherche et d'exploration pétrolière dans plusieurs pays africains. Cette initiative, qui pourrait ouvrir la voie à une présence renforcée des deux pays dans le secteur pétrolier du continent, vise en particulier des marchés encore peu explorés mais dotés d'un fort potentiel. Cette orientation a été confirmée par l'ambassadeur d'Algérie en Égypte, Mohamed Sofiane Berrah, dans un entretien accordé à la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Il a expliqué que « les deux entreprises échangent des idées et disposent d'une volonté commune pour investir ensemble

dans l'exploitation de gisements pétroliers en dehors de l'Algérie et de l'Égypte, notamment dans certaines régions du continent ». Sans dévoiler les pays ciblés, le diplomate a écarté la possibilité d'un projet en Nigeria, estimant que la forte présence de grandes compagnies internationales y limite les opportunités pour de nouveaux acteurs. Selon lui, Sonatrach et Petrojet privilégient plutôt des pays n'ayant pas encore une véritable expérience dans l'exploration pétrolière. Cette perspective d'expansion intervient alors que Petrojet a récemment consolidé sa présence en Algérie. En octobre 2025, l'entreprise égyptienne a remporté le contrat majeur de développement de la deuxième phase du champ de HassiBirRekai, pour un montant d'environ 1,087

milliard de dollars. Le projet est conduit en consortium avec la société italienne Arkad Spa, sous la direction de Petrojet. Ce succès marque le retour en force de l'entreprise égyptienne sur le marché algérien après une longue absence. Fin novembre, la coopération entre Sonatrach et Petrojet s'est encore renforcée à l'occasion d'échanges techniques de haut niveau portant sur les possibilités de fabriquer en Algérie des équipements spécialisés pour l'industrie pétrolière et gazière. Une délégation de Sonatrach a d'ailleurs effectué une visite approfondie du complexe de Petrojet à Katameya, afin d'évaluer les capacités industrielles du groupe égyptien. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte diplomatique plus large. Les déclarations de l'ambassadeur ont été faites

en marge d'un point de presse organisé au siège de l'ambassade d'Algérie au Caire, consacré au bilan de la neuvième session du Comité supérieur conjoint algéro-égyptien, présidée par les Premiers ministres des deux pays. Les travaux ont abouti à plusieurs accords de coopération touchant notamment les secteurs de l'énergie, de l'industrie et de la formation. Si les contours précis du partenariat envisagé en Afrique restent encore à définir, Mohamed Sofiane Berrah souligne que cette orientation traduit la volonté politique des deux capitales de renforcer leur coopération économique. Il rappelle que Petrojet a déjà participé à plusieurs projets en Algérie par le passé, et que son retour actuel constitue une étape importante dans la relance de la coopération bilatérale.

STOCKAGE DE L'ÉNERGIE

L'Algérie mise sur les batteries lithium-ion et l'hydrogène vert

Par A. A.

Alors que l'Algérie accélère le développement des énergies renouvelables, la question du stockage apparaît comme l'un des défis majeurs à relever pour garantir la stabilité et la continuité de l'approvisionnement électrique. Le pays travaille actuellement sur plusieurs solutions technologiques, notamment les batteries lithium-ion et l'hydrogène vert, afin de disposer d'une énergie disponible 24 heures sur 24 et 365 jours par an. Selon Boukhalfa Yaici, directeur général de Green Energy Cluster Algeria, le stockage constitue aujourd'hui la clé de voûte du nouveau modèle énergétique. « Le vrai défi des énergies renouvelables n'est plus la production, mais la capacité à stocker l'électricité de manière efficace et compétitive. Sans cela, on ne peut pas assurer une alimentation continue », a-t-il expliqué. Dans cette perspective, un projet industriel d'envergure est en cours de structuration : la création d'une grande usine nationale de batteries. Cette future unité, qui produira des batteries lithium-ion, vise à répondre à deux besoins stratégiques. Elle devrait d'abord accompagner l'émergence du marché des véhicules électriques en Algérie, où la demande est appelée à croître rapidement. Elle servira ensuite au développement de la production électrique décentralisée, notamment dans les régions isolées ou à forte potentialité solaire. « Le jour où nous produirons nos propres batteries, nous entrerons dans une nouvelle étape. Cela nous permettra d'appuyer la transition énergétique avec des solutions locales, de réduire les importations et de renforcer notre souveraineté technologique », a souligné Boukhalfa Yaici. L'hydrogène vert constitue également une piste majeure. Produit à partir d'électricité renouvelable, il pourrait servir de vecteur énergétique durable, complémentaire aux batteries. Yaici a insisté sur cette complémentarité : « L'avenir sera hybride. Les batteries répondront à certains usages, l'hydrogène à d'autres. L'important, c'est de disposer d'un système capable d'assurer la stabilité du réseau tout au long de l'année ».

AGREXPORT AFRICA À CONSTANTINE
Les produits biosourcés attirent les visiteurs et les investisseurs étrangers

Les produits algériens fabriqués à base de matières naturelles ont suscité lors du Salon national de production et d'exportation des produits alimentaires et agricoles "AgrExport Africa" à Constantine, un vif intérêt tant des visiteurs locaux que des investisseurs étrangers et ce, pour leur diversité et leur conformité aux standards exigés sur les marchés africains et internationaux qui en font des exemples probants de l'excellence des produits algériens, a indiqué mardi le commissaire du salon. Dans une déclaration à l'APS, au cours du deuxième jour de cet événement organisé au Complexe culturel Ahmed Bey "Zenith", au chef-lieu de wilaya, Abdelhakim El Almi a précisé que les jus de fruits naturels, produits 100 % à partir de fruits locaux sans aucun additif industriel, figuraient parmi les produits les plus prisés par les professionnels et délégations étrangères. Selon lui, ces produits constituent "un modèle exemplaire de la capacité des produits algériens d'accéder aux marchés internationaux avec une qualité compétitive". Il a également mis en exergue l'enthousiasme manifesté pour les détergents produits de matières écologiques et les savons naturels extraits des huiles et végétaux locaux, soulignant que cette orientation "reflète un intérêt mondial croissant pour les produits sains et respectueux de l'environnement", ouvrant ainsi "de larges perspectives pour les exportateurs algériens".

ORGANISÉE PAR L'AMBASSADE DU QATAR À ALGER
Ooredoo accompagne la fan zone de la Coupe Arabe FIFA 2025

À l'occasion de la Coupe Arabe de la FIFA Qatar 2025, qui se tiendra à Doha du 1er au 18 décembre 2025, l'Ambassade de l'État du Qatar en Algérie organise une fan zone au parc des Sablettes à Alger, offrant aux supporters algériens l'opportunité de suivre l'ensemble des matchs de la compétition, y compris ceux de l'équipe nationale d'Algérie, dans une ambiance familiale, animée et sécurisée. Fidèle à son engagement en faveur du sport et à sa proximité avec les supporters, Ooredoo Algérie participe à cet événement en mettant en place un espace de divertissement interactif et innovant, d'une capacité d'accueil d'environ 1 000 spectateurs. Cet espace permet aux visiteurs de vivre pleinement l'événement et de suivre les matchs sur un écran géant, dans un cadre immersif et convivial. La fan zone

animée par Ooredoo propose plusieurs activités interactives, notamment des jeux distinctifs et numériques ainsi que diverses animations spéciales, destinées à renforcer l'engagement du public tout au long de la compétition. L'objectif est d'offrir aux passionnés une expérience unique alliant divertissement, passion du football et innovation technologique. Le Qatar accueille pour la deuxième fois consécutive la Coupe Arabe de la FIFA 2025, après le succès retentissant de la première édition en 2021, remportée par l'équipe nationale d'Algérie. À travers cette initiative, Ooredoo réaffirme son engagement continu envers les supporters algériens, en mettant à leur disposition des espaces modernes et créatifs qui répondent à leurs attentes et accompagnent les grands rendez-vous sportifs.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	315,00	315,00	0,00	-20,41	-25,79	5,56	11,11	25000	7 875 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,92	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,02	2,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,71	10,96	5,44	53121	122 125 179,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,21	-9,02	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	3,70	4,70	3,97	5,00	0	0,00

LA PRÉSIDENTE DE L' HATPLC L'A SOULIGNÉ DEPUIS ORAN
« L'Algérie engagée à renforcer la lutte contre la corruption»

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Mme Salima Mousserati, a mis en avant, mardi à Oran, l'engagement ferme de l'Algérie à renforcer ses efforts dans la lutte contre le fléau de la corruption et à promouvoir les valeurs de transparence, d'intégrité et de bonne gouvernance. Mme Mousserati s'exprimait lors d'une journée d'étude intitulée "La gouvernance numérique: un outil de prévention de la corruption pour une transparence durable", organisée à Oran par la HATPLC, en collaboration avec l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption (9 décembre). Elle a, à cette occasion, rappelé que la lutte contre la corruption est "un processus de

réformes profond nécessitant une participation sociétale active, une coopération institutionnelle cohérente et un recours accru aux technologies et à l'innovation". La présidente de la HATPLC a souligné que l'Algérie "s'est engagée de manière constante à renforcer les efforts de lutte contre la corruption, à ancrer les valeurs de transparence, d'intégrité, de reddition de comptes et de bonne gouvernance, des principes établis par le président de la République et placés au premier rang de ses priorités". Pour concrétiser cette démarche, Mme Mousserati a rappelé que le législateur algérien a consolidé le dispositif juridique national à travers une révision globale des textes liés à ce domaine, le renforcement des mécanismes de contrôle et de prévention conformément aux normes internationales et régionales, ainsi que la mise en place d'institutions de contrôle indépendantes, à l'image de la Haute autorité de

transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Elle a également indiqué que l'Autorité a élaboré une stratégie nationale (2023-2027), visant à promouvoir la transparence et à renforcer la prévention et la lutte contre la corruption dans les secteurs public et économique. Cette stratégie vise notamment à adapter le cadre législatif aux standards internationaux en matière d'intégrité, à restructurer les systèmes de contrôle interne et externe pour garantir leur indépendance et leur efficacité. La stratégie repose sur cinq objectifs principaux, dont le renforcement des mécanismes de prévention, la consécration de la culture de reddition de comptes, l'enracinement des principes de déclaration et de divulgation du patrimoine, l'élargissement du droit d'accès des citoyens à l'information, considéré comme une garantie essentielle pour concrétiser la transparence, a-t-elle expliqué.

COMMERCE INTÉRIEUR -PROTECTION DES CONSOMMATEURS
Réunion de coordination entre la ministre et plusieurs associations

la protection des consommateurs "El Aman", de la Fédération algérienne des consommateurs, de l'Association nationale d'orientation et de protection du consommateur dans le commerce électronique (ANOPCCE), ainsi que de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE). La réunion a été consacrée à l'écoute des préoccupations, observations et propositions pratiques présentées par ces associations, a précisé la même source. A cet égard, la ministre a salué le rôle de ces associations et organisations dans la sensibilisation et l'accompagnement du consommateur, ainsi que leur contribution à l'amélioration de la qualité des services fournis, selon la même source.

Elle a fait état, à cette occasion, de l'adoption d'une approche participative fondée sur le dialogue et l'action commune, soulignant que le secteur reste ouvert aux différentes initiatives visant à soutenir le consommateur et à renforcer la synergie entre les intervenants du marché. La ministre a, en outre, mis en avant les efforts de sensibilisation qui constituent un pilier essentiel pour la protection du consommateur et l'amélioration de la qualité des transactions, précisant que ces initiatives visent à permettre aux citoyens de mieux connaître leurs droits et devoirs et d'agir de manière consciente afin d'adopter une consommation responsable.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Décembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	76	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	159	178	139	الطماطم	
	Oignon sec	56	63	49	البصل الجاف	
	Ail sec	737	810	663	الثوم الجاف	
	Carotte	81	92	71	الجزر	
	Navet	96	107	85	اللفت	
	Choux fleur	108	121	94	قرنبيط	
	Choux	91	103	80	الكرنب	
	Courgette	182	199	164	الكوسة	
	Haricot vert	197	220	175	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	137	153	122	الخس	
Fruits frais	Clémentine	199	242	156	كليمنتين	فواكه طازجة
	Orange	174	210	139	البرتقال	
	Citron	161	186	136	الليمون	
	Pomme locale	371	455	288	التفاح المحلي	
	Datte	496	627	364	التمر	
	Banane	470	489	450	الموز	
	Grenade	193	225	161	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1895	2054	1736	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	349	362	336	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

SOMMET ALGÉRO-ALLEMAND DE L’INVESTISSEMENT

L’Algérie mise sur une nouvelle dynamique industrielle

Placée sous le haut patronage du ministère de l’Industrie, la nouvelle édition du “German Algerian Investment Summit” a réuni, durant deux jours (9 et 10 décembre 2026), responsables institutionnels, industriels et opérateurs économiques des deux pays. À cette occasion, le secrétaire général du ministère de l’Industrie, Kheireddine Benaïssa, a salué l’initiative portée par la Chambre algéro-allemande de commerce et d’industrie (AHK Algérie), tout en soulignant l’importance de ce cadre de dialogue économique bilatéral.

Par Réda Hadi

Dès l’ouverture de son allocution, M. Benaïssa a exprimé sa « profonde gratitude » à l’AHK pour l’organisation de cet événement, rappelant qu’il s’agit d’un « rendez-vous économique majeur » qui s’inscrit dans la tradition d’une coopération qui se renforce depuis plusieurs décennies. Ce sommet intervient dans un contexte où l’Algérie accélère sa transformation économique. Le pays s’est engagé dans un nouveau modèle de développement axé sur la diversification industrielle, le soutien à la compétitivité des entreprises et la réduction de la dépendance vis-à-vis des importations. Selon M. Benaïssa, l’investissement est aujourd’hui considéré comme « l’outil central de création de richesse, de croissance durable et d’emploi ». Cette orientation s’inscrit dans la volonté de l’Algérie d’atteindre les objectifs du développement durable (ODD), à travers : la construction d’une base industrielle robuste, l’optimisation des ressources, l’amélioration de l’efficacité énergétique, et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Cette stratégie intégrée repose sur quatre axes majeurs : la création d’emplois, la substitution aux importations, le développement des exportations, et la rationalisation des dépenses publiques. Dans son discours, M Benaïssa, a rappelé qu’afin d’accompagner ces objectifs, l’État a engagé une série de réformes structurantes. La nouvelle loi sur l’investissement, adoptée pour

plus de flexibilité et de lisibilité, constitue l’un des piliers de cette transformation. Les pouvoirs publics s’emploient également à restructurer le foncier économique, simplifier les procédures d’investissement, encourager la sous-traitance, promouvoir les partenariats industriels, soutenir les startups et l’innovation, digitaliser les services publics pour plus de transparence, réorganiser les filières industrielles afin de clarifier leur gouvernance. L’objectif est clair : offrir un environnement compétitif et cohérent, susceptible d’attirer davantage d’investissements étrangers, notamment ceux en provenance d’Allemagne.

L’Allemagne, partenaire stratégique de l’Algérie

Dans son intervention, le secrétaire général du ministère de l’Industrie a rappelé le rôle central de l’Allemagne, l’un des partenaires européens les plus importants de l’Algérie. Les relations entre les deux pays s’appuient sur un volume d’échanges significatif, des investissements à haute valeur technologique, et une coopération active dans la formation et le transfert de compétences. En somme, l’Algérie entend mettre à profit son potentiel pour attirer davantage d’entreprises allemandes, notamment dans les domaines prioritaires : tels que les énergies renouvelables (hydrogène vert, solaire, éolien, technologies propres) ; les industries mécaniques et électromécaniques ; la sous-traitance industrielle, parti-

culièrement dans les moules et pièces techniques ; l’ingénierie industrielle et optimisation des chaînes de production ; les industries de précision et matériaux avancés ; ainsi que l’industrie chimique ; et les solutions logistiques et numériques intégrées aux chaînes industrielles. Pour les autorités algériennes, ces secteurs constituent des niches stratégiques où l’expertise allemande pourrait jouer un rôle déterminant.

Un partenariat algéro-allemand en pleine maturité

Au-delà des échanges commerciaux, l’Algérie et l’Allemagne entretiennent depuis plusieurs années une relation fondée sur la confiance, l’expertise et un intérêt mutuel pour un développement industriel durable. Cette coopération se traduit par des projets industriels, des programmes de formation, ainsi que des transferts technologiques qui visent à renforcer l’outil productif algérien. En clôturant son intervention, M. Benaïssa a réaffirmé l’importance de ce forum comme espace de dialogue stratégique. Il a exprimé l’espoir de voir ce sommet déboucher sur des projets concrets, porteurs de croissance et d’emplois dans les deux pays. Il a également réitéré les remerciements du ministère à l’AHK et à l’ensemble des participants, mettant en avant la nécessité de poursuivre cette dynamique pour renforcer un partenariat qui s’inscrit désormais dans une vision partagée de développement industriel durable.

COMMERCE

Colloque à Alger sur la lutte contre le phénomène de la contrefaçon

Par R. E.

Le World Trade Center Algiers (WTCA) a organisé, mardi à Alger, un colloque international intitulé "Propriété intellectuelle et souveraineté numérique : les défis de la lutte contre la contrefaçon", consacré à l’examen des moyens de combattre ce phénomène préoccupant. S’exprimant à cette occasion, le directeur exécutif du WTCA, Ahmed Tibaoui, a mis en garde contre les risques que représente la contrefaçon pour les économies des États, soulignant qu’il s’agit d’une menace mondiale constituant un marché dont la valeur dépasse 500 milliards de

dollars, selon les estimations de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l’Office de l’Union européenne pour la propriété intellectuelle. A cette occasion, M. Tibaoui a insisté sur l’importance de la protection de la propriété intellectuelle, en tant que pilier essentiel du développement et de la compétitivité et catalyseur clé de la création de valeur ajoutée. Il a rappelé l’engagement de l’Algérie à moderniser son économie à travers la protection de l’innovation locale, l’attraction des investisseurs internationaux, l’encouragement des start-up et le développement des secteurs

industriels compétitifs, des efforts visant à renforcer les mécanismes de protection contre la contrefaçon. De son côté, la sous-directrice au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Houda Mabrouk, a relevé que ce phénomène freine la croissance des entreprises et limite leurs capacités d’investissement, tout en constituant un danger pour la santé et la sécurité du consommateur. Selon la responsable, les opérateurs sont tenus de prendre les mesures juridiques nécessaires en cas d’atteinte aux droits de propriété intellectuelle, non seulement pour protéger

leurs intérêts économiques, mais aussi pour préserver les consommateurs. Elle a rappelé, à ce propos, que les services de contrôle procèdent à la destruction définitive des produits contrefaits "sans autorisation préalable de l’autorité judiciaire compétente", conformément à l’article 62 de la loi 09-03. Pour sa part, Célia Hakimi, inspectrice et cheffe du bureau d’encadrement de la lutte contre la contrefaçon à la Direction générale des douanes (DGD), a présenté les mesures adoptées par le secteur des Douanes dans ce domaine, faisant état de l’intégration de cette opéra-

tion au nouveau système informatique "ALCES", qui permet la numérisation des demandes d’intervention et le tracking des marchandises suspectées d’être contrefaites. Au terme du colloque, les participants ont recommandé de renforcer la coordination entre les différents secteurs en matière de lutte contre la contrefaçon, d’impliquer les associations de consommateurs dans les actions de sensibilisation et d’éradication des marchés informels, ainsi que de consolider la coopération avec les acteurs économiques touchés par ce phénomène

E-COMMERCE INTERNATIONAL

La BDL lance le paiement en ligne vers l’Algérie via Mastercard

Par M. A.

La Banque de développement local (BDL) a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement d’un service de paiement électronique depuis l’étranger vers l’Algérie via les cartes internationales Mastercard, "une première du genre" sur la place financière nationale. Cela intervient après lancement du même service par cette banque publique, via le réseau Visa en mai dernier, une démarche qui devrait soutenir l’entrée de devises en Algérie. Ainsi, les entreprises algériennes pourront désormais commercialiser leurs produits et services à l’étranger au moyen

d’une plateforme électronique "sécurisée et conforme aux standards internationaux", connectée aux réseaux Visa et Mastercard, précise le communiqué. Cette initiative vise, selon la même source, à renforcer la présence de l’offre algérienne sur les marchés étrangers, qu’il s’agisse de biens ou de services, et à valoriser les capacités de l’industrie nationale dans différents secteurs économiques. L’adhésion à ce service se fait de manière "simple et rapide", ajoute le communiqué, indiquant qu’il est "accessible à l’ensemble des entreprises algériennes souhaitant accepter des paiements internationaux, qu’il s’agisse d’une startup, d’une petite ou

moyenne entreprise, ou d’une grande entreprise, sous réserve du respect des exigences réglementaires en matière d’e-commerce et de conformité financière". A travers le lancement de ce service, la BDL "confirme son rôle de pionnier dans la modernisation des services bancaires, en tant que première et seule banque à offrir ce type de solution", souligne la banque, rappelant les résultats "positifs" enregistrés via le réseau Visa. Depuis son lancement en mai dernier (avec le réseau Visa), le service de paiement électronique vers l’Algérie via les cartes internationales a connu une progression notable, avec un volume de transac-

tions dépassant 1 million d’euros, provenant de prestations réalisées notamment dans les segments du tourisme, des services téléphoniques et des voyages. Ce niveau d’activité "confirme l’intérêt croissant pour ce type de service et son potentiel à accompagner les entreprises et particuliers dans l’expansion de leurs activités à l’international", ajoute la banque. Avec le lancement de ce service, "la banque réaffirme son engagement à accompagner les entreprises algériennes dans leur transformation numérique et leur ouverture sur les marchés internationaux, en s’appuyant sur la complémentarité des solutions Visa et Mastercard", conclut le communiqué.

23E SESSION DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TUNISIENNE DE COOPÉRATION
Réunion de la commission préparatoire au niveau des experts

Une réunion de la commission préparatoire au niveau des experts, en prévision de la tenue de la 23e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne de coopération, se tient à Tunis. Cette réunion, dont les travaux se poursuivent, mercredi, pour la 2ème journée consécutive, porte sur les dossiers prioritaires en matière de coopération entre les deux pays, et la préparation des projets d’accords devant couronner les travaux de cette session, dans le but d’enrichir le cadre juridique de la coopération entre les deux pays. Cette session connaîtra également l’organisation du forum économique qui mettra l’accent sur les opportunités de renforcement de la coopération bilatérale et les voies et moyens de la hisser à de plus hauts rangs, pour répondre aux aspirations des deux pays et des deux peuples frères, et concrétiser la vision commune fondée sur le développement du partenariat bilatéral. Le forum verra aussi la participation de plusieurs entreprises algériennes et tunisiennes activant dans les domaines de l’énergie, de l’investissement, du tourisme et des start-up, en sus des secteurs des transports et des travaux publics.

JIJEL

Lancement
de l’opération
d’entretien du tronçon
Est de la RN- 43

Une opération d'entretien et de restauration du tronçon Est de la RN-43 entre les deux wilayas de Jijel et Skikda a été lancée, à-on avisé mardi auprès de la direction locale des Travaux publics.

Dans une déclaration à l'APS, Adel Lecheheb, cadre de cette direction, a indiqué que "dans le cadre de la réhabilitation de la RN-43 dans son tronçon Est dépendant du chef-lieu de wilaya à la commune d'El Milia, la direction des travaux publics a lancé des travaux d'entretien sur les diverses parties dégradées" de cet itinéraire, ajoutant qu'une enveloppe financière de près de 750 millions DA a été déagée au titre de l'exercice 2025 pour la poursuite. cette opération sur trois tronçons principaux.

Le premier tronçon s'étend sur 5 km du point kilométrique (PK) 59 au PK 63, le deuxième sur 9 km du PK 63 au PK 71 dans la localité d'Achouat dans la commune de Taher et le troisième tronçon s'étend du PK 93 au PK 96 entre les deux localités Djenah et Amla (Sidi Abdelaziz), selon la même source.

L'ensemble de ces travaux sera achevé "au cours du premier trimestre de l'année prochaine 2026", selon encore la même source.

Une opération similaire avait touché en 2024 la même RN 43 dans son tronçon Ouest sur une distance de 21 km pour une enveloppe financière estimée à près de 700 millions DA, a rappelé M. Lecheheb.

ILLIZI

Lancement des projets
d’électrification de trois
périmètres

Les travaux ont été lancés pour l'électrification de trois périmètres agricoles dans la région de Hassi-Lehdou, commune de Bordj Omar-Driss (wilaya d'Illizi), a-t-on appris mardi de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Retenu dans le cadre de la stratégie de la Sonelgaz de soutien aux agriculteurs et d'amélioration de la production agricole, ce projet porte sur la réalisation, pour un montant de 120 millions DA, d'un réseau de près de 20 km et de trois transformateurs de moyenne tension.

Dans l'optique de développer l'agriculture dans le Grand Sud, la wilaya d'Illizi s'est vue accorder un portefeuille foncier agricole englobant un total de 15.000 hectares dans le périmètre de Rhourd-Enouss-2 et de 14.250 ha dans celui de Rhourd-Chouf, destinés à l'investissement dans les cultures stratégiques, selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Pour permettre aux promoteurs postulant à l'investissement dans ces périmètres, le même communiqué du ministère fixe la période des inscriptions entre le 1 et le 21 décembre courant via la plateforme numérique.

Les promoteurs intéressés sont invités à prendre connaissance des fiches techniques des périmètres désignés et de respecter les délais fixés pour le dépôt des dossiers d'investissement.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Conférence régionale sur l’assurance et
la gestion des risques pour renforcer la
protection des entreprises industrielles

Une conférence régionale sur l'assurance et la gestion des risques pour renforcer la protection des entreprises industrielles a été organisée mardi à Bordj Bou Arreridj à l'intention des opérateurs économiques, sur une initiative de la Société nationale d'assurances (SAA).

Le président-directeur général de cette société, Youcef Benmicia, a déclaré à l'APS, en marge de cette rencontre organisée dans un hôtel de la capitale des Biban, que cet événement régional qui se tient sous le slogan "Une protection industrielle à 360 degrés : nos solutions d'assurance pour un environnement étudié et maîtrisé " vise à renforcer la sécurité et la stabilité au sein des entreprises industrielles face aux défis croissants liés à la sécurité au travail et aux risques menaçant les travailleurs, les équipements et le rythme de production, en mettant l'accent sur une approche globale alliant prévention et assurance pour garantir la continuité de l'activité.

Le même responsable a souligné la nécessité de "mettre en œuvre des normes strictes de sécurité, de former les ressources humaines, d'utiliser des techno-

logies modernes pour la surveillance et l'alerte précoce, ainsi que des couvertures d'assurance incluant les incendies, les accidents du travail, la responsabilité civile et l'arrêt d'activité afin prémunir contre ces risques".

M. Benmicia a également affirmé que cette rencontre "s'inscrit en droite ligne avec la politique de communication et de sensibilisation (mise en place par la SAA) pour accompagner les projets d'investissement et les protéger des risques liés aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles, aux cyberattaques et aux transformations géopolitiques", mettant en avant le rôle de l'assurance dans le soutien à la croissance économique en évaluant les risques et en fournissant des couvertures adéquates.

Il convient de noter qu'au cours de cette conférence régionale, qui a réuni des re-

présentants de la SAA dans les wilayas de M'Sila, de Boussaâda, de Sétif et de Bordj Bou Arreridj, les efforts de l'entreprise en matière de numérisation, dont la plateforme d'expertise à distance, ont été mis en relief, ainsi que l'annonce du lancement prochain d'une application mobile pour la souscription d'assurances automobiles, le paiement électronique et le suivi des indemnisations.

En marge de la rencontre, deux conventions ont été signées: la première entre l'Ordre des avocats de la région de Sétif et la SAA, couvrant l'assurance automobile et autres risques, y compris les cybercrimes, et la seconde entre la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya et la SAA, liée à des privilèges et à des facilités à accorder aux opérateurs économiques.

MOSTAGANEM

Réception prochaine d’une partie de la plateforme
à conteneurs au port commercial

Une réception partielle du projet de réalisation d'une nouvelle plateforme à conteneurs est prévue, dans les prochaines semaines dans la wilaya de Mostaganem, afin de renforcer les capacités du port commercial, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la wilaya.

Le communiqué précise que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué une visite d'inspection au port commercial pour examiner l'avancement des travaux de la plateforme de stockage des conteneurs, dont la première tranche devra être ré-

ceptionnée dans un délai d'un mois et dix jours.

Cette infrastructure s'inscrit dans le cadre du programme stratégique de modernisation du port commercial, visant à augmenter sa capacité d'accueil et à améliorer ses performances opérationnelles, et coïncide avec la modernisation de deux quais, reçus en novembre dernier, selon la même source.

La première tranche de la plateforme, qui s'étend sur une superficie de 4 hectares, contribuera à moderniser les infrastructures du port, à renforcer la dynamique économique et à consolider son

rôle en tant que pôle logistique régional.

Lors de sa visite, le wali a insisté sur l'importance de ce projet et son impact direct sur l'activité portuaire, appelant l'entreprise réalisatrice à achever le reste des travaux dans un délai maximal de 40 jours, tout en respectant les normes techniques et les délais contractuels fixés à sept mois.

Le wali a également donné des instructions pour assurer l'alimentation en électricité et l'éclairage nocturne de l'ensemble de l'infrastructure portuaire, reflétant son importance économique et stratégique.

A noter que les quais 6 et 7 ont été remis en service, en novembre dernier, après une vaste opération de modernisation visant à renforcer les capacités d'accueil et à améliorer les services portuaires, pour un coût global de 1,88 milliard de dinars.

Selon la même source, ces opérations urgentes (phase 1), engagées en juin dernier, comprennent, en plus de la modernisation des quais, la réalisation de la plateforme à conteneurs, à laquelle a été alloué un budget de 3 784 milliards de dinars, avec une réception complète prévue dans un délai de sept mois.

BATNA

Ouverture prochaine de deux nouvelles agences de la CRMA

Deux nouvelles agences de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à Batna seront "prochainement" ouvertes dans les deux communes d'Ouled Si Slimane et d'Ain Touta, à-on avisé mardi auprès du directeur de cette caisse.

L'opération s'inscrit dans le cadre de l'élargissement de la couverture de la Caisse et du rapprochement de ses services aux agriculteurs des diverses filières et leur accompagnement, a précisé à l'APS M. Safi Mehdaoui.

La CRMA Batna compte 20 agences (antennes de la caisse) couvrant 16 daïras et des efforts sont déployés pour ouvrir au moins une agence dans l'une des cinq daïras restant de la wilaya, a indiqué le même responsable.

Au cours des trois dernières années, la caisse, at-il souligné, s'est renforcé de trois bureaux itinérants qui sillonnent les villages et dechras des localités éloignées pour faire réaliser les prestations de la caisse aux agriculteurs ne pouvant pas se déplacer, les accompagner et sensibiliser à l'importance de l'assurance pour la continuité de l'activité agricole et son développement ainsi qu'aux avantages offerts aux assurés.

La caisse est un organisme d'assurance de proximité et de consultation au service du développement et de l'agriculteur, at-il ajouté, indiquant que dans le cadre de l'engagement de la CRMA à Batna en faveur d'un climat d'investissement sécurisé et durable, une journée de sensibilisation a été organisée au

profit des investisseurs sur la gestion, la couverture et la prévention des risques d'investissement avec présentation des solutions d'assurance proposées pour les couvrir et en contenir les effets.

Il a également fait état à ce propos de la récente signature de deux conventions entre la CRMA Batna et les bureaux de wilaya de la Confédération algérienne du patronat et de l'Union générale des commerçants et artisans algériens qui s'ajoutent aux conventions de partenariat déjà signées avec la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et la station de Batna de l'Institut national de protection des végétaux.

La crise des civilisations

Le raisonnement que nous allons développer ici ne s'apparente pas au raisonnement dichotomique. Il ne séparera pas la compétition de la guerre, la guerre militaire de la guerre économique et de la guerre culturelle. La véritable victoire est culturelle, aussi dans un Occident qui a perdu la guerre économique, s'emballe-t-on sur ce front.

5^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Ce ne sont pas les grands projets qui laissent la société inchangée qui vont lui permettre de s'adapter à l'imprévisible cours des choses à venir. C'est l'équilibre du rapport de l'humain et du non humain (naturel et mécanique) et donc de sa souplesse d'adaptation. L'occidentalisation du monde a instauré une extériorité du rapport de l'humain au non humain pour asseoir une domination de l'humain par le non-humain mécanique. C'est ce rapport d'extériorisation qui a désormais atteint son apogée et son point d'inflexion : il faut désormais mettre la machine dans l'humain, le mécanique dans le vivant après que nous ayons mis l'humain mécanique dans le non humain pour l'en séparer et produire l'esclave mécanique. L'industrialisation (mécanisation/automatisation) doit simultanément procéder par le bas et par le haut pour s'intriquer et se féconder. Les entreprises ne sont pas des îlots dans la mer de la société, elles sont des agents collectifs agis et agissants de la société.

Construction de la société par le haut et par le bas

L'histoire occidentale a d'abord construit l'État, la société s'est d'abord construite par le haut. La République est fille de la monarchie. La démocratie, comme construction par le bas, opère dans ce cadre : celui de la dictature de la loi. L'égalité des individus devant la loi qui administre leur compétition. La construction par le bas (démocratique) corrige la construction par le haut, la pilote pourrait-on dire, mais toujours dans une dynamique monarchiste : on a coupé la tête du roi pour faire de l'individu le roi : dissémination de l'individu roi. La dictature de la loi s'est démocratisée. Les croyances sociales ont partagé les croyances de l'élite, parce que l'élite a pu conquérir le monde. L'ordre mondial pour nous accepter, nous a contraint à une construction de la société par le haut, par l'État, sur le modèle westphalien, en oubliant que notre société, nos sociétés, se sont construites par le bas, et qu'en général les individus sont des individus stratégiques, ne sont pas des atomes. Il y a à méditer sur l'expérience de construction de l'État par l'émir Abdelkader et par le président Boumediène. Aussi a-t-on abouti à une conflictualité entre les deux constructions. L'individu appartient à une famille, à un clan, à une « tribu » et à une nation. Quelle place peut-il se faire dans la hiérarchie sociale, son ultime objectif ? Ne peut-on pas voir la société algérienne comme une « tribu » dominée par un clan dominant la nation ? Quels rapports entre les individus, les clans, les « tribus », les associations dans la nation ? Se disputent-ils des ressources locales ou dispu-



tent-ils des ressources mondiales ? Etc.. La société algérienne est travaillée par deux logiques contradictoires : la logique du citoyen et la logique des cercles relationnels, comme on le dit de la société chinoise. La première est le fait de la construction par le haut de la société (État de droit), la seconde le fait de la construction par le bas. Les deux logiques peuvent opérer conjointement ou séparément. La logique du citoyen (égalité des individus devant la loi) prétend à l'universalité du droit et à l'impersonnalité du marché. Dans sa logique d'association, l'individu est au centre d'une construction sociale tenue formellement par le droit. Avec la logique des cercles relationnels, l'individu est au centre, mais autour de lui, les relations sociales s'organisent en cercles de proximité et d'intimité décroissantes. Le premier cercle est celui de la famille la plus proche (parents, enfants). Puis viennent les cercles des parents éloignés, des amis proches, des voisins, des connaissances, etc. Il n'y a pas de frontière claire entre ces cercles. Les obligations, la loyauté et la moralité varient en fonction de la distance relationnelle. Contrairement à l'éthique occidentale universaliste, l'éthique chinoise est relationnelle et hiérarchisée. Tous les individus ne sont pas égaux. La construction par le haut d'un état de droit, aplatit la société en la réduisant à des individus formant légalement des groupes. Son résultat négatif manifeste est plus probant que ses effets positifs dans la majorité de la société : elle déchire les familles, la compétition entre frères et sœurs se dégrade. Elle dégrade au-delà l'ensemble des relations sociales, faites de méfiance et de suspicion. La construction par le bas personnalise les relations et les hiérarchise. Il n'y a pas que l'économie qui produit du formel et de l'informel, il y a aussi le social. L'économie produit de l'informel quand elle suppose un individu social autonome qui ne l'est pas et ne peut l'être. Et

seule une faible partie de la société qui bénéficie d'une certaine autonomie s'attache à conforter une telle autonomie. La majorité de la population compte sur ses relations plus d'un demi-siècle après avoir subi une dictature de la loi. Et cela ne vas pas changer, l'individu ne se sent fort que par ses relations, son capital social. Le capital social ici n'est pas le monopole des dominants. Il faut mettre fin au combat entre l'État et la société, entre le droit et les habitudes sociales (la coutume disait-on), à l'opposition du formel et de l'informel. On ne peut pas concilier la société avec un État importé, les habitudes sociales le corrompent. L'État de droit westphalien n'est pas venu à bout des habitudes collectives. Les liens sociaux commencent avec la famille, puis s'élargissent aux compagnons et aux amis. Ainsi pour accepter une compétition entre les régions qui n'aboutissent pas à des régionalismes antagoniques d'un nationalisme, qui se complètent dans la compétition internationale au lieu d'en être les victimes, nous avons besoin d'une méritocratie au service d'une excellence étatique. Il faut ainsi mettre la société dans l'État et l'État dans la société. La construction par le bas ne signifie pas un État faible, mais un État fort, parce que bien enraciné, un État en mesure d'être le stratège de la compétition sociale. Nation-Etat plutôt qu'État-nation. Une construction par le bas signifie une privatisation qui impliquerait l'ensemble de la société pour polariser les liens sociaux et faire émerger une méritocratie légitime au service de l'excellence étatique. Le privé ne doit pas être opposé au public, il doit en faire partie. Le public doit être comme la colonne vertébrale du privé, ce n'est pas sa masse qui importe, mais sa qualité. Les historiens distinguent habituellement dans la définition de la noblesse, la qualité et le statut. La qualité apporte

le statut. Dans la société de classes occidentale, la qualité guerrière a fondé le statut de la noblesse terrienne, la qualité financière a fondé la noblesse de l'argent. C'est que dans la noblesse terrienne la qualité guerrière a été associée au principe de la propriété privée exclusive. L'appropriation guerrière d'un territoire a donné droit à la propriété du territoire (de ses humains et non humains). La noblesse a constitué des fiefs, le noble est propriétaire de la terre qu'il a défendue. Dans notre société, les moudjahidine ne se sont pas dit et ne pouvaient pas se dire collectivement propriétaires des terres qu'ils ont libérées de l'occupant étranger. À la propriété collective des tribus ne se sont pas substitués des fiefs, mais une propriété publique. Propriété publique qui a dû subir une appropriation privée rampante et informelle avec la conception socialiste dichotomique. L'expropriation de la propriété collective des tribus a certes été confirmée, mais n'a pas subi une appropriation privée de la part des moudjahidine, bien que des velléités individuelles aient pu s'exprimer. La méritocratie au service de l'excellence étatique n'autoriserait pas l'ambition de la méritocratie de se transformer en classe propriétaire des moyens de production. Le mérite ou la qualité des moudjahidine ne leur a pas donné le droit de s'approprier la propriété collective. La méritocratie insufflerait la compétitivité sociale, elle se renouvellerait constamment avec les générations, elle serait un statut qui n'irait pas sans une qualité effective. Un statut qui résulterait de son exemplarité et de sa contribution sociale qui ne peuvent être permanents.

Accumulation culturelle

Ce n'est pas en appliquant des recettes de cuisine que l'on devient bon cuisinier. Ce n'est pas en appliquant un savoir, dont on ne connaît pas l'expérience de laquelle il s'agit, qu'on fera œuvre gastronomique. Le bon cuisinier sait bien d'où viennent ses produits, il connaît les qualités qu'ils recèlent et qu'ils peuvent révéler dans leur combinaison. Il tient le milieu d'une chaîne de transformation qui va du paysan au consommateur qui lui permet d'aller de l'un à l'autre. Il est dans le goût du consommateur et dans les qualités du produit de l'agriculteur. Il est dans sa cuisine, il exécute des recettes, mais pour faire passer des qualités dans un goût. L'agriculture n'est pas une somme de recettes techniques, elle est une expérimentation qui fait qu'entre la terre, la plante et le ciel, l'agriculteur se sent chez lui.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

EGYPTE

Le chinois Fountain Set prévoit d'investir 100 millions \$

En mettant le cap sur l'Egypte, les acteurs chinois de l'industrie du textile-habillage cherchent à tirer profit d'une main d'œuvre locale bon marché, des accords de libre-échange signés avec l'Union européenne (UE) et plusieurs pays arabes et d'un accès plus facile aux marchés africains.

Fountain Set Limited, un groupe chinois spécialisé dans l'industrie du textile-habillage, a annoncé, le mardi 9 décembre, son intention d'installer un complexe de filature et de tissage en Egypte, pour un investissement de 100 millions de dollars.

Le projet a été annoncé par une délégation de dirigeants de Fountain Set Limited, lors d'une réunion tenue au Caire avec le président de l'Autorité générale égyptienne pour l'investissement et les zones franches (GAFI), Hossam Heiba. Le site industriel proposé s'étendra sur 200 000 mètres carrés et pourrait fonctionner soit sous le régime des zones franches, soit dans le cadre de celui des zones économiques spéciales. Il devrait créer environ 1 500 emplois directs, et servir de plaque tournante pour la production et l'exportation de produits textiles vers les marchés européens et africains.

Le président de la GAFI a précisé, à cette occasion, que l'Égypte offre « des modèles de partenariat flexibles » aux investisseurs étrangers, allant de la propriété à la location et en passant par les accords d'usufruit, ce qui permet aux entreprises de choisir des structures adaptées à leurs besoins.

Heiba a d'autre part indiqué que l'industrie textile reste une priorité nationale en raison de son rôle essentiel dans la stimulation des exportations, le renforcement de la production locale et la création d'emplois.

L'Egypte a attiré ces dernières années plusieurs entreprises chinoises spécialisées dans le secteur du textile-habillage comme Hengsheng Dying Zhejiang, Changzhou Kingcason Printing & Dyeing et Jiangsu Guotai International. Ces entreprises cherchent notamment à tirer profit d'une main d'œuvre locale bon marché, des accords de libre-échange signés avec l'Union européenne (UE) et plusieurs pays arabes et d'un accès plus facile aux marchés africains.

Le Conseil égyptien du prêt-à-porter (AECE) s'est fixé pour objectif de quadrupler les recettes des exportations de vêtements, à 11,5 milliards de dollars à l'horizon 2030, contre 2,81 milliards engrangés en 2024.

LIBYE

Tripoli rendra début 2026 son verdict sur les nouvelles concessions pétrolières

Annoncé fin 2024, le premier appel d'offres d'exploration pétrolière en presque deux décennies a été officiellement lancé en mars 2025 par les autorités libyennes. À ce stade, peu d'éléments ont filtré sur les soumissionnaires.

La Libye dévoilera, entre février et mars 2026, la liste des compagnies retenues pour l'attribution de nouvelles concessions pétrolières et gazières. Il s'agira des premières licences d'exploration octroyées depuis 18 ans, dans un contexte où le pays cherche à relancer un secteur stratégique.

La National Oil Corporation (NOC) citée lundi 8 décembre par la presse internationale, rappelle que l'appel d'offres porte sur une vingtaine de blocs, en onshore comme en offshore. Plusieurs majors internationales figurent parmi les entreprises pré-qualifiées. Engagé en 2024, le processus approche de son terme avec l'évaluation des offres techniques et financières. Cette reprise intervient alors que la Libye tente de stabiliser son environnement institutionnel. Le pays dispose d'environ 48,4 milliards de barils de réserves prouvées de

pétrole brut, les plus importantes d'Afrique et représentant près de 3 % des réserves mondiales, selon l'US Energy Information Administration (EIA).

Cependant, la fragmentation du pouvoir politique et l'instabilité institutionnelle persistante ont interrompu tout nouveau cycle d'exploration pendant près de deux décennies et continuent de peser sur l'exploitation du potentiel pétrolier du pays. Avec l'attribution de ces nouveaux blocs, les autorités libyennes espèrent financer de nouvelles campagnes de relevés sismiques et des forages d'exploration. À moyen terme, ces opérations visent à élargir le cercle des partenaires engagés en Libye et au renforcement de la production, actuellement autour de 1,4 million b/j. Comme rapporté par Agence Ecofin en octobre 2025, l'attribution attendue de ces nouvelles licences d'exploration coïncide

avec l'ambition affichée ces dernières semaines par les autorités libyennes de porter la production pétrolière à 1,6 million b/j d'ici fin 2026, soit son niveau d'avant la crise de 2011.

Deux nouvelles découvertes de pétrole brut, réalisées début novembre dans les bassins de Syrte et Ghadamès, respectivement par l'Autrichien OMV et l'Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), filiale de la NOC, ont ouvert des perspectives vers la concrétisation de cet objectif.

La réalisation de ces objectifs dépendra toutefois du niveau d'investissement mobilisé. Pour la Libye, l'enjeu est majeur alors que le pétrole et le gaz pèsent dans l'économie. Ces énergies ont représenté environ 68 % du PIB, 97 % des exportations et plus de 90 % des recettes fiscales en 2024, selon la Banque africaine de développement (BAD).

MAURITANIE

Accord de performance pour la centrale de 34 MW de Nouadhibou

En attendant d'exploiter davantage le potentiel renouvelable dont dispose la région pour améliorer l'accès à l'électricité, les autorités mauritaniennes poursuivent le renforcement des capacités thermiques existantes afin d'assurer la continuité du service dans une zone stratégique.

La compagnie nationale d'électricité de la Mauritanie, la SOME-LEC, a signé un accord de performance garantie de 3 ans avec Wärtsilä, entreprise finlandaise spécialisée dans les technologies énergétiques, pour la centrale électrique de 34 MW de Nouadhibou, selon une annonce faite vendredi 27 novembre.

Le contrat élargit la portée de l'ac-

cord précédent entre les deux partenaires, qui portait uniquement sur une assistance technique, pour inclure désormais la garantie de performance de l'actif. L'opération a été enregistrée par Wärtsilä au troisième trimestre 2025.

La centrale de Nouadhibou est équipée de deux moteurs Wärtsilä 32 et de deux moteurs Wärtsilä 46. Elle assure une part essentielle de l'approvisionnement en électricité de la capitale économique et contribue à la stabilité du réseau national. Dans le cadre du nouvel accord, Wärtsilä fournira un appui opérationnel avec trois conseillers techniques et un magasinier sur site, ainsi qu'un suivi à distance depuis son Expertise

Centre. L'entreprise réalisera aussi la maintenance non planifiée, les révisions majeures toutes les 12 000 heures, et l'approvisionnement en pièces de rechange pour les moteurs, auxiliaires et composants de sécurité.

« Garantir un approvisionnement électrique fiable est essentiel pour la croissance de la Mauritanie. En élargissant notre partenariat avec Wärtsilä dans notre centrale électrique de Nouadhibou, nous renforçons la stabilité du réseau national et assurons à la fois l'excellence opérationnelle à long terme et les performances futures de la centrale », explique Khroumbali Lehibib, directeur général de la SOME-LEC.

Le taux d'accès à l'électricité en Mauritanie s'établit à environ 55 %, un peu au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne. Toutefois, Nouadhibou comme Nouakchott, les deux principales villes du pays, font face à des coupures récurrentes qui affectent les ménages et les activités économiques. Les autorités ont annoncé plusieurs mesures destinées à renforcer la continuité du service électrique et à améliorer la performance des infrastructures existantes. La signature de cet accord s'inscrit dans ce contexte immédiat, avec un objectif de sécurisation et d'optimisation de la production en place.

TUNISIE

Un modèle à suivre face aux défis inflationnistes

La Tunisie apparaît comme un modèle à suivre face aux défis de l'inflation. Au moment où de nombreux pays luttent pour maîtriser l'inflation, le pays a réussi à le faire plus rapidement et à moindre coût.

Ce succès est attribué à un mélange de facteurs naturels, de diverses mesures gouvernementales et d'une politique monétaire efficace. L'inflation en Tunisie a débuté avec force et a atteint son apogée, comme cela s'est produit dans de nombreux autres pays.

Toutefois, le taux d'inflation en Tunisie marque actuellement, une pause après une période de fluctuations, d'après les chiffres publiés par l'Institut National de la Statistique (INS) pour le mois de novembre 2025. Dans un contexte économique mondial encore marqué par des incertitudes, ce ralentissement observé suscite l'attention des experts et des acteurs économiques nationaux.

Un ralentissement confirmé

L'INS rapporte que le taux d'inflation s'est établi à 4,9% en novembre, indiquant une stabilisation par rapport aux mois précédents. Cette tendance suggère que les prix à la consommation, bien que toujours en hausse, évoluent désormais dans une fourchette plus maîtrisée. Cette situation reflète une meilleure maîtrise des pressions inflationnistes, notamment liées aux variations des prix des matières premières et des coûts énergétiques. Le ralentissement de l'inflation aide à limiter l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, une préoccupation majeure pour la population tunisienne.

Facteurs influents sur l'évolution des prix

Cette stabilité relative trouve ses racines dans divers éléments. La régulation des

prix de certains produits de première nécessité, en lien avec les interventions gouvernementales, paraît avoir contribué à contenir l'augmentation des dépenses des consommateurs.

Par ailleurs, la baisse des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement internationales joue un rôle favorable en réduisant les coûts d'importation, impactant ainsi positivement les prix à la consommation. Toutefois, les pressions extérieures comme les fluctuations des cours mondiaux de l'énergie continuent d'exercer une influence variable, rappelant ainsi la fragilité du contexte économique national.

Impact sur l'économie et les perspectives

Cette évolution de l'inflation se répercute également sur les décisions économiques, tant au niveau des entreprises que des décideurs. Une inflation stabili-

sée offre un environnement plus prévisible pour les investissements et la planification financière.

Cela permet aux différents secteurs d'adapter leurs stratégies de manière plus sereine, favorisant un climat économique plus apaisé. Néanmoins, la vigilance reste de mise, car des tensions inflationnistes peuvent toujours ressurgir en fonction des évolutions internationales ou des conditions internes.

Le mois de novembre 2025 met ainsi en lumière une phase d'équilibre temporaire dans la dynamique des prix en Tunisie. Les ajustements opérés tant par les autorités que par les acteurs du marché portent leurs fruits, même s'il importe de poursuivre les efforts pour garantir la stabilité monétaire et économique à long terme. Le climat actuel instaure un sentiment de prudence mais aussi d'espoir pour une meilleure gestion des ressources et des équilibres économiques.

NIGERIA

La Banque centrale valide 82 licences et accélère la refonte du marché des changes

Le Nigeria tente de stabiliser un marché des changes sous tension depuis deux ans. La mesure stratégique intervient dans un contexte de volatilité persistante du naira, de pénurie de devises et de lutte contre les circuits parallèles. Elle devrait permettre d’amorcer la consolidation d’un secteur clé pour la crédibilité monétaire du pays.

La Banque centrale du Nigeria (CBN) vient d’accorder des licences définitives à 82 bureaux de change (BDC), près d’un an après une opération de nettoyage sans précédent qui avait entraîné la révocation de plus de 4000 licences jugées non conformes. L’institution monétaire poursuit ainsi son entreprise de normalisation d’un marché longtemps marqué par l’opacité et des pratiques informelles difficiles à contrôler. Dans son communiqué, la CBN rappelle que seuls les opérateurs listés sur son site officiel sont désormais autorisés à exercer. Les activités menées en dehors de ce cadre relèvent « clairement de l’illégalité

», prévient-elle, dans un climat où la volatilité persistante du naira continue d’alimenter les tensions économiques. Le nouveau dispositif réglementaire, entré en vigueur le 27 novembre, introduit deux catégories de licences. Les opérateurs Tier 1 doivent mobiliser un capital minimum de 2 milliards de nairas, tandis que les acteurs Tier 2 doivent disposer de 500 millions de nairas. Dans les faits, seuls deux opérateurs ont obtenu le statut Tier 1, quand 80 autres se limitent à une présence dans un seul État. Cette segmentation vise à instaurer un marché plus structuré, moins perméable aux flux informels et davantage aligné sur les stan-

dards internationaux. Pour Abuja, la réforme n’est pas seulement administrative : elle constitue un levier de stabilisation économique. Depuis 2023, le Nigeria fait face à de fortes tensions sur les réserves en devises, sur fond de demande soutenue de dollars et d’écarts persistants entre le taux officiel et le marché parallèle. La CBN a multiplié les mesures : interdiction du street-trading, relèvement des exigences de conformité, obligations renforcées de reporting et reprise partielle des ventes officielles aux BDC. Conséquence : le secteur, longtemps fragmenté, entame une phase de consolidation accélérée.

RDC

Un contrat de 600 millions \$ pour le port sec de Kasumbalesa

Les autorités congolaises ont pour projet la mise en place d’un port sec à Kasumbalesa, une localité du territoire de Sakania dans la province du Haut-Katanga. Une entreprise sud-africaine est en pole position. Le lundi 1^{er} décembre, l’Office de gestion du fret multimodal (Oge-frem) a signé avec Yellowstone Consortium le contrat de concession portant sur la construction et l’exploitation du port sec de Kasumbalesa, en présence du ministre des

Transports, Jean-Pierre Bemba. Il s’agit de l’aboutissement d’un processus engagé depuis un an pour identifier un opérateur capable de financer et de réaliser ce projet stratégique. Kasumbalesa se situe à la croisée de plusieurs corridors reliant sept ports maritimes africains (Dar es-Salaam, Beira, Nacala, Durban, Walvis Bay, Lobito et Luanda). Reliée à la route nationale n°1, cette localité constitue également un point d’interface entre la province

zambienne de Copperbelt et l’ancienne province congolaise du Katanga, deux zones minières parmi les plus riches de la région. Selon le ministre des Transports, le contrat repose sur un investissement de 600 millions de dollars toutes taxes comprises et une concession d’une durée de 23 ans. D’après l’avis de préqualification, il est attendu du partenaire privé qu’il finance, construise et équipe 13 500 m² d’entrepôts extensibles à 34 000 m² ; deux zones à conteneurs dont

la superficie n’a pas été précisée ; une zone de dépôt d’hydrocarbures ; des parkings pour camions d’une capacité d’environ 1 800 places, ainsi que des parkings pour véhicules légers et deux-roues ; deux bâtiments administratifs ; des voies de circulation ; un poste de livraison d’électricité et une station de pompage d’eau dotée d’un château d’eau ; une caserne de sapeurs-pompiers, ainsi que des logements et aires de repos.

SECTEUR LAITIER

La CEDEAO lance un projet de 13 millions \$ en Afrique de l’ouest

L’Afrique de l’Ouest est la deuxième région importatrice de produits laitiers en Afrique après l’Afrique du Nord. Dans la région, la CEDEAO renforce son appui aux États membres en vue de stimuler la production locale et de réduire la dépendance aux importations. La CEDEAO poursuit ses efforts en faveur de la souveraineté alimentaire en Afrique de l’Ouest. Le 4 décembre dernier, l’organisation a donné le coup d’envoi officiel du Projet d’Appui à l’Offensive Lait en Afrique de l’Ouest (PAOLAO). Ce projet quinquennal qui était déjà annoncé depuis 2023, s’inscrit dans le cadre de la mise en

œuvre de la stratégie régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l’Ouest « Offensive Lait » adoptée par la communauté économique en 2020. D’un coût total de 11 millions d’euros (12,8 millions \$), financé par l’Agence française de développement (AFD), le PAOLAO permettra, selon les autorités, d’accélérer l’atteinte des objectifs fixés dans le cadre de l’Offensive Lait. « Ce projet contribue à l’objectif de la région qui consiste, d’une part, à exploiter pleinement son énorme potentiel pour doubler le volume de production de lait d’ici à 2030, et d’autre part, à aug-

menter la transformation et la consommation en portant le taux d’incorporation du lait local entre 20 et 25 % d’ici à 2035 », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site de la CEDEAO. À cet effet, les interventions prévues par le PAOLAO se concentrent autour de quatre axes majeurs notamment l’harmonisation des politiques commerciales et fiscales pour protéger le lait local, la structuration des acteurs et des modèles économiques de la filière ainsi que la promotion de la consommation locale.

CENTRAFRIQUE

Un Fonds de garantie nationale de 17,7 millions \$ bientôt opérationnel

L’entrée en service de ce fonds contribuera à élargir l’accès aux crédits bancaires pour les PME, dans un contexte où 22% des petites entreprises ont accès au financement bancaire formel. En République centrafricaine (RCA), l’entrée en service du Fonds de garantie nationale (FGN) est imminente. L’information a été donnée le jeudi 4 décembre 2025, par le ministre des Finances, Hervé Ndoba, lors d’une audience avec Guido Rurangwa, représentant résident de la Banque mondiale.

Le FGN disposera d’un capital social de 10 milliards de francs CFA (17,7 millions \$), dont 3 milliards apportés par la Banque mondiale. Ce fonds jouera un rôle central dans le financement des entreprises locales, en couvrant une partie des risques pris par les banques lorsqu’elles accordent des prêts.

Le fonds a été conçu pour répondre à une difficulté durable : les petites et moyennes entreprises (PME) ont un accès limité au crédit bancaire, faute de garanties matérielles suffisantes. Le mécanisme repose sur une garantie partielle des prêts. Lorsque le fonds couvre une partie du risque, les banques peuvent accepter plus facilement de financer des entreprises qui ne disposent pas d’actifs à présenter en garantie. Ce fonctionnement vise à réduire les obstacles au financement des PME et encourager les banques à accorder des crédits dans les secteurs productifs.

Le lancement imminent du FGN intervient dans un contexte où l’accès aux services financiers reste limité en RCA. Selon Félix Landry Njoumé, président de l’Association professionnelle des établissements de crédit de Centrafrique et directeur général d’Ecobank Centrafrique, le taux de bancarisation dans le pays est de 7 %. 70 % de la population travaille dans le secteur informel, et 22 % des PME accèdent au financement bancaire formel.

Cette opérationnalisation annoncée pourrait contribuer à élargir l’accès au crédit, renforcer le tissu entrepreneurial et encourager l’investissement dans les secteurs productifs.

SÉNÉGAL

Dakar baisse les prix des produits pétroliers pour renforcer le pouvoir d’achat

Cette décision intervient alors que le Sénégal connaît actuellement une forte pression sur ses finances publiques. Les prix du supercarburant et du gasoil au Sénégal sont en baisse depuis le samedi 6 décembre 2025, selon un communiqué du gouvernement publié à la même date. Cette mesure vise à renforcer le pouvoir d’achat des ménages, à accompagner les opérateurs économiques et à consolider la transparence dans la fixation des prix des produits pétroliers. Le prix du supercarburant passe de 990 le litre à 920 FCFA, tandis que le litre de ga-

soil coûte désormais 680 contre 755 FCFA. « Les prix fixés constituent des plafonds. À ce titre, les acteurs de la distribution sont autorisés à pratiquer des tarifs inférieurs, dans le strict respect de la réglementation en vigueur », souligne le communiqué. Cette annonce survient après que le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a annoncé en octobre dernier, une réduction des coûts de l’électricité et des carburants, alors que le pays connaît une forte pression sur ses finances publiques et engage des discussions avec le FMI pour un nouveau pro-

gramme de financement. L’institution avait exhorté le pays à réduire progressivement les subventions énergétiques, qui pèsent lourd sur le budget. En réponse, le gouvernement a indiqué son intention de réorienter les dépenses vers les secteurs productifs sans alourdir la dette. Depuis plusieurs années, le Sénégal met en place diverses mesures visant à soutenir le pouvoir d’achat des citoyens. Parmi elles figurent une couverture régulière en denrées de première nécessité, la baisse du coût de certaines denrées de première nécessité, notamment l’huile, le sucre et

le riz. À cela s’ajoute la mise en place de commissions régionales en 2025, afin de réguler le loyer. Notons que dans le cadre de la Loi de finances initiale 2026, le montant alloué au ministère de l’Énergie, du Pétrole et des Mines est de plus de 130 milliards FCFA (231 millions \$), soit une baisse de 9 % par rapport à l’année précédente. Bien que le prix du litre du supercarburant soit désormais fixé à 920 FCFA, le Sénégal se maintient en tête des pays de l’UEMOA où le coût du carburant demeure élevé.

MARCHÉS EN ASIE

Bourses moroses avant la Fed

A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a reculé de 0,10% à 50'602,80 points, tandis que l'indice élargi Topix a progressé de 0,12% à 3389,02 points.

Les Bourses asiatiques étaient contrastées mercredi, attentistes avant une décision de la banque centrale américaine (Fed) et des résultats de firmes technologiques, tandis qu'un géant indien du commerce en ligne faisait des débuts fracassants à Bombay.

Les Bourses hésitent, en quête d'indices sur la Fed

A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a reculé de 0,10% à 50'602,80 points, tandis que l'indice élargi Topix a progressé de 0,12% à 3389,02 points. A Séoul, l'indice Kospi a perdu 0,21%. La Bourse de Sydney a cédé 0,08%. Mais Taipei a résisté (+0,77%) après des chiffres solides sur une hausse des exportations taïwanaises. L'indice hongkongais Hang Seng gagnait lui 0,18% vers 06H50 GMT. De façon générale, les places asiatiques sont restées maussades dans le sillage d'une séance atone à Wall Street, les investisseurs préférant temporiser avant l'annonce très attendue de Fed. Le dernier rendez-vous de l'année de la Réserve fédérale a débuté mardi et doit se conclure mercredi, avec l'anticipation quasi-unanime d'une baisse de ses taux. «Nous anticipons toujours une baisse restrictive des taux de 25 points de base avec de possibles dissensions sur la décision, compte tenu du manque de clarté concernant les indicateurs macroéconomiques américains», explique Michael Wan, de MUFG. Dans ce contexte, «les marchés suivront de près les déclarations du président de



l'institution Jerome Powell ainsi que le résumé des projections économiques, à la recherche d'indices sur la stratégie de la Fed» en matière de taux, note-t-il. Des statistiques faisant état mardi d'une hausse des offres d'emploi aux Etats-Unis, à rebours des attentes des analystes, ont entraîné une «réévaluation» des prévisions sur la politique monétaire, explique Chris Weston, analyste chez Pepperstone. Dans ce contexte, le dollar ne bougeait guère: il reculait de 0,1% face à la devise nippone à 156,69 yens vers 06H50 GMT. Par ailleurs, les résultats des géants technologiques américains Oracle et Broadcom, attendus cette semaine, sont également scrutés de près, sur fond d'inquiétudes persistantes quant à une bulle spé-

culative sur l'IA. «Oracle n'a peut-être pas un poids suffisant dans le S&P500 pour influencer l'indice à lui seul (...) mais les informations sur ses intentions en matière d'investissements et ses plans de financement pourraient faire écho à l'environnement du secteur IA» en général, avertit Chris Weston.

SK Hynix vise Wall Street, le cours s'envole

Le géant sud-coréen SK Hynix, qui domine le marché des puces mémoires utilisés notamment pour l'intelligence artificielle (IA), a annoncé mercredi envisager une entrée en Bourse aux Etats-Unis afin d'accroître la valeur pour ses actionnaires. Cette communication a fait s'envoler de presque 5% le cours du groupe à la

Bourse de Séoul dans les premiers échanges. Il a fini en hausse de 3,71%.

La star indienne de l'e-commerce flambe en bourse

Le géant indien du commerce en ligne Meesho fait ce mercredi une introduction éclatante à la Bourse de Bombay, une opération qui lui a permis de lever l'équivalent de 603 millions de dollars. Le titre s'est envolé de 60% dans les premiers échanges -une envolée qui valorise désormais l'ensemble du groupe à presque 9 milliards de dollars. Soutenu par des investisseurs internationaux comme le japonais SoftBank, Meesho a su se démarquer face à des concurrents tels qu'Amazon et Flipkart (propriété de l'américain Walmart) en misant sur une clientèle sensible aux prix dans les zones rurales indiennes. La plateforme ne possède ni entrepôts ni stock, préférant collaborer avec de petits fournisseurs grâce à un modèle sans commission qui permet de vendre des articles comme des robes et des t-shirts à moins de 5 dollars. Meesho représente selon les estimation autour de 30% des livraisons de commerce électronique en Inde; mais le montant moyen dépensé par ses clients est bien inférieur à celui de ses gros concurrents. Le marché pétrolier tente de se renforcer après plusieurs séances minées par les craintes sur une surabondance de l'offre d'or noir. Vers 06h50 GMT, le baril de WTI nord-américain gagnait 0,29% à 58,42 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,29% également à 62,12 dollars.

POINT-MARCHÉS

L'Europe prudente à l'ouverture, la Fed attendue

Les principales Bourses européennes évoluent sur une note prudente mercredi en début de séance avant la décision de la Réserve fédérale (Fed) attendue dans la soirée, l'incertitude persistant surtout à l'orientation future de la politique monétaire américaine. À Paris, le CAC 40 perd 0,14% à 8.041,34 points vers 08h18 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,01% et à Londres, le FTSE 100 grappille 0,14%. L'indice EuroStoxx 50 gagne 0,05%, le FTSEurofirst 300 0,01% et le Stoxx 600 0,02%. Les investisseurs se montrent prudents à l'approche la décision de la banque centrale américaine sur les taux d'intérêt, prévue mercredi à 19h00 GMT, et surtout avant de connaître les prévisions de la Fed sur l'évolution future des taux, les analystes craignant une approche plus restrictive que prévu initialement. Dans la zone euro, les investisseurs suivront plus tard dans la matinée un discours de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, qui doit s'exprimer lors d'une conférence à Londres. Ses propos seront très suivis, car les attentes d'une nouvelle baisse des taux par l'institut de Francfort en 2026 se sont évaporées après les déclarations d'Isabel Schnabel, membre du conseil des gouverneurs de la BCE, qui a affirmé lundi que la prochaine décision pourrait être plutôt une hausse, mais pas dans l'immédiat. Ce commentaire a fait grimper les rende-

ments obligataires en début de semaine et suscite des réactions de la part d'autres membres de la banque centrale. François Villeroy de Galhau, membre du comité de politique monétaire de l'institution, a déclaré mercredi dans une interview qu'il ne prévoyait pas un tel scénario dans un avenir proche. "Il n'y a vraiment pas de raison d'envisager une hausse des taux dans un avenir proche, contrairement à certaines rumeurs spéculations que qu'on a pu entendre", a-t-il dit sur Europe 1. Celui qui est également gouverneur de la Banque de France (BdF) a par ailleurs déclaré que cette institution relèvera ses prévisions annuelles pour le pays en 2025 et 2026 le 19 décembre prochain. Les députés français ont adopté mardi le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 à l'issue d'un scrutin très serré, apportant un certain soulagement aux marchés obligataires du pays avant l'adoption encore incertaine du budget de l'Etat. Aux valeurs, M6 recule de près de 4% après un abaissement de recommandation par JP Morgan, tandis que Vinci,, dégradé à son tour par Exane BNP Paribas, perd 2,5%. Delivery Hero s'envole de 7% dans les premiers échanges après avoir dit mardi dans une lettre aux actionnaires qu'il envisageait différentes options stratégiques face à la pression exercée par ses principaux investisseurs. TUI recule de 2,2% après avoir publié mercredi des perspectives plus prudentes

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 10 Décembre 2025 Valeur : 12 Décembre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.9832	129.9982
1	EUR	EURO	151.3784	151.4219
1	GBP	POUND STERLING	173.1493	173.2155
100	JPY	JAPANESE YEN	82.9662	82.9864
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4042	18.4081
1	CHF	SWISS FRANC	161.4297	161.5487
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8100	93.8480
1	DKK	DANISH KRONE	20.2640	20.2695
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8972	13.9016
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8055	12.8096
1	AED	UAE DIRHAM	35.3869	35.4006
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6363	34.6440
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.2602	423.4469
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9815	44.4235
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0554	14.0571
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8379	23.9602
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2668	3.2770
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1609	177.1609

MALGRÉ LA CHUTE DES ÉCHANGES AVEC LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

Légère hausse des exportations allemandes en octobre

Les exportations allemandes ont enregistré en octobre une progression légère mais inattendue de 0,1 %, selon les chiffres publiés mardi par l'Office fédéral des statistiques. Une performance modeste, mais qui contraste avec les prévisions des analystes interrogés par Reuters, lesquels anticipaient un recul de 0,5 %. Cette embellie s'explique principalement par la solidité des échanges commerciaux avec les pays de l'Union européenne.

En revanche, les exportations vers les États-Unis et la Chine, deux partenaires commerciaux clés de l'Allemagne, ont fortement reculé. Les ventes allemandes vers les États-Unis ont chuté de 7,8 % sur un mois, tandis que les importations en provenance d'outre-Atlantique ont plongé de 16,6 %. Quant à la Chine, deuxième économie mondiale, les exportations allemandes ont diminué de 5,8 %.

Du côté des importations globales, l'Allemagne a enregistré une baisse notable de 1,2 % en données corrigées des variations saisonnières. Ce recul, combiné à la légère hausse des exportations, a permis au pays d'afficher un excédent commercial solide de 16,9 milliards d'euros en octobre, contre 15,3 milliards en septembre et 14,6 milliards un an auparavant. Dans le détail, les exportations vers l'Union européenne ont augmenté de 2,7 %, tandis que les ventes de biens vers les pays hors UE ont reculé de 3,3 %, confirmant une dépendance croissante de l'in-



dustrie allemande à la demande européenne. Selon la Bundesbank, l'économie

allemande pourrait avoir renoué avec une certaine dynamique entre octobre et décembre, soutenue par l'augmentation des dépenses publiques et par les baisses récentes des taux d'intérêt décidées par la Banque centrale européenne. Toutefois, les défis structurels demeurent importants : concurrence accrue de la Chine, bureaucratie lourde, et pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée. Les perspectives de croissance restent donc limitées. Les dernières estimations indiquent que l'économie allemande pourrait croître de moins de 1 % en 2026, un niveau insuffisant pour compenser les pertes de compétitivité accumulées ces dernières années. Les économistes comme les représentants du monde des affaires appellent désormais le gouvernement à accélérer les réformes, notamment en matière de soutien aux entreprises, d'innovation et de simplification administrative, afin de renforcer la capacité du pays à rivaliser sur les marchés internationaux.

CHINE

Les prix à la consommation en hausse de 0,7% en novembre sur un an

Les prix à la consommation en Chine ont augmenté de 0,7% sur un an en novembre, leur hausse la plus élevée depuis février 2024, selon les chiffres officiels publiés mercredi. C'est le deuxième mois consécutif de hausse après deux mois de baisse sur le fond de dépenses faibles des ménages et de pression déflationniste prolongée.

La deuxième économie mondiale fait face à une consommation intérieure atone depuis la pandémie de Covid-19, en raison notamment d'une crise persistante du secteur immobilier. La croissance est soutenue par les exportations. L'excédent commercial de la Chine a dépassé pour la première fois les 1.000 milliards de dollars entre janvier et novembre 2025, les exporta-

tions à travers le reste du monde compensant la forte baisse des livraisons vers les États-Unis, selon les chiffres officiels publiés lundi. L'indice des prix à la consommation avait progressé de 0,2% sur un an en octobre. C'était la première augmentation depuis juin, avant un mois de stagnation et deux de baisse.

POUR STIMULER LA CROISSANCE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

L'Ouzbékistan accélère le développement des PME

Les PME représentent la majorité des entreprises enregistrées en Ouzbékistan et devraient générer 55% de l'économie nationale. Les investissements dans le financement, le soutien aux exportations et le développement numérique accélèrent leur rôle dans l'emploi et la croissance régionale. Les petites et moyennes entreprises représentent plus de 84

% des entreprises enregistrées en Ouzbékistan, avec environ 363 600 micro et petites entreprises actives dans tout le pays. La politique du gouvernement vise à porter la part du secteur dans le PIB à 55 %, à créer 1,5 million d'emplois permanents et à faire passer les exportations de 7,7 à 10,3 milliards d'euros. L'accès au financement reste un défi majeur ; cependant, de nou-

veaux mécanismes tels que le crédit sans garantie pour les jeunes entreprises, les initiatives de capital-risque et les programmes de sensibilisation régionaux améliorent les conditions d'entrée pour les nouvelles entreprises. Selon les instituts de recherche nationaux, le nombre de PME actives a presque doublé depuis 2017, tandis que l'indicateur du

climat des affaires a atteint son plus haut niveau en deux ans, à 63 points. L'expansion de l'activité économique dans les régions montre comment l'esprit d'entreprise contribue à la création d'emplois, à la capacité industrielle et à une participation plus large à la transformation du pays.

MALGRÉ UNE ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION AUX ÉTATS-UNIS

Trump qualifie de “supercherie” la hausse du coût de la vie

Lors d'un meeting en Pennsylvanie, le président américain a assuré que les prix baissaient "de manière assez substantielle" outre-Atlantique. L'inflation aux États-Unis a pourtant accéléré à 2,8% en septembre. Pendant un meeting censé raviver l'élan de sa campagne présidentielle Donald Trump a assuré mardi que les prix baissaient "énormément" grâce à lui, même si l'inflation a accéléré aux États-Unis selon les dernières statistiques publiées, remontant à septembre. Le président, pendant un meeting en Pennsylvanie destiné à convaincre des

Américains mécontents que sa politique économique fonctionne, a accusé l'opposition démocrate de promouvoir une "supercherie" lorsqu'elle dénonce le coût de la vie toujours élevé. "Les prix baissent de manière assez substantielle. Il faut toujours qu'ils (ndlr: les démocrates) trouvent une supercherie. (Leur) nouveau mot est 'coût de la vie'", a critiqué le dirigeant républicain. "Les démocrates qui parlent de 'coût de la vie' c'est comme si Bonnie et Clyde parlaient d'ordre public", a-t-il ironisé. Délaissant les questions économiques, le

milliardaire de 79 ans s'en est par ailleurs pris violemment à ses adversaires politiques, aux journalistes et surtout aux immigrés, en particulier somaliens, ses cibles de prédilection dernièrement - la salle s'est alors mise à crier "Renvoyez-les! Renvoyez-les!". Donald Trump, qui a suspendu les demandes d'immigration de 19 pays parmi les plus pauvres de la planète, a aussi repris une expression qui avait beaucoup choqué pendant son premier mandat en disant que les États-Unis laissaient entrer des personnes venant de "pays de merde".

INDE

Amazon annonce une enveloppe de 35 milliards de dollars d'ici 2030

Le géant du commerce en ligne mise sur l'Inde et va investir 35 milliards d'euros d'ici 2030, avec l'objectif d'innover dans l'IA et de créer des emplois.

Le géant du commerce en ligne Amazon a annoncé mercredi qu'il allait presque doubler ses investissements en Inde, afin d'augmenter les exportations, créer des emplois, et innover dans l'intelligence artificielle dans le pays le plus peuplé au monde.

"Amazon a annoncé son intention d'investir plus de 35 milliards de dollars dans toutes ses activités en Inde d'ici 2030, s'appuyant sur près de 40 milliards de dollars déjà investis dans le pays jusqu'à présent", a déclaré le géant américain dans un communiqué.

"Cet investissement se concentrera sur l'expansion des activités ainsi que sur trois piliers stratégiques: la numérisation pilotée par l'IA, la croissance des exportations et la création d'emplois"

Amazon rapporte avoir investi dans des infrastructures aussi bien physiques que numériques, notamment dans les réseaux de transports, les centres de données, les plateformes de paiement en ligne et le développement des technologies.

"Nous sommes ravis de continuer à être un catalyseur de croissance en Inde", se félicite Amit Agarwal, un haut responsable d'Amazon.

Plusieurs entreprises mondiales, dont Google, ont annoncé des investissements conséquents cette année dans le pays d'Asie du Sud, la cinquième économie mondiale, qui devrait compter plus de 900 millions d'internautes d'ici la fin de l'année.

«L'ÉCONOMIE RÉSISTE»

La Banque de France va remonter sa prévision de croissance pour 2025 et 2026

Malgré «l'incertitude politique», l'économie française fait preuve de résilience, constate le gouverneur de l'institution, François Villeroy de Galhau. La Banque de France va remonter sa prévision de croissance pour cette année et pour l'année prochaine, a indiqué ce mercredi 10 décembre le gouverneur François Villeroy de Galhau, sur Europe 1 et CNews. Lors de la publication prévue le 19 décembre, «nous allons remonter un peu notre prévision de croissance pour cette année et pour l'année prochaine. Nous étions à 0,7% pour cette année, à 0,9% pour l'année prochaine», a-t-il indiqué en ajoutant qu'il ne pouvait pas encore donner de chiffres.

L'Insee et le gouvernement ont déjà relevé leur prévision de croissance à 0,8% pour 2025. Un rare optimiste justifié par les remontées positives du terrain. Les chefs d'entreprises interrogés par la Banque de France «confirment que l'économie française résiste plutôt mieux qu'on ne pourrait le croire à l'incertitude politique» et aux va-et-vient sur le budget, relaie François Villeroy de Galhau.

Attention à ne pas se réjouir trop vite, prévient-il : «On a évité la récession, mais même si on allait à 1% de croissance, ça ne suffit pas. C'est de la résilience.»

ÉNORME FAILLE À LA NASA

Pendant 3 ans, des hackers auraient pu prendre le contrôle des rovers martiens

C'est quasiment inédit. Pendant 3 ans, une vulnérabilité critique s'est nichée dans le logiciel chargé de sécuriser les communications entre la Terre et des missions de la NASA, sans que personne ne la voie.



C'est AISLE, jeune start-up californienne spécialisée dans la cybersécurité, qui a mis au jour cette faille. Son outil d'analyse, une intelligence artificielle (IA) conçue pour traquer automatiquement les erreurs dans les logiciels critiques, a passé au crible CryptoLib, le programme qui sécurise les communications entre les engins spatiaux et la NASA, dont les rovers martiens Curiosity et Perseverance. Là où des ingénieurs et des audits humains étaient passés à côté pendant trois ans, l'algorithme a identifié en quelques jours un point faible dans le système d'authentification, suffisamment sérieux pour permettre à un pirate de potentiellement détourner des commandes.

Une faille dans le système d'authentification

« Pendant trois ans, le système de sécurité destiné à protéger les communications entre les engins spatiaux et le sol présentait une vulnérabilité susceptible de compromettre cette protection », écrivent les chercheurs d'AISLE. « Une vulnérabilité dans ce logiciel représente une menace pour des milliards de dollars d'infrastructures spatiales et les missions scientifiques qu'elles permettent », précisent-ils. Ainsi, le logiciel reprenait tel quel deux informations censées être anodines, un nom d'utilisateur et le chemin vers un fichier d'authentification, pour fabriquer une commande desti-

née à vérifier l'identité d'un opérateur. Le problème, c'est qu'en les insérant directement dans cette commande sans aucune vérification, il suffisait de glisser un caractère spécial ou une instruction cachée pour que le système l'exécute avec tous les droits. Si un pirate parvenait à modifier ces paramètres, par exemple en volant les identifiants d'un employé ou en trompant un opérateur via du phishing, il pouvait injecter ses propres commandes et potentiellement lire, altérer ou perturber des communications sensibles. Concrètement, un hacker pouvait détourner à distance un vaisseau spatial ou intercepter les données qu'il échange avec le centre de contrôle au sol.

Un correctif a déjà été déployé

À noter, tout de même, que pour accéder au système d'un vaisseau via la vulnérabilité, les pirates devaient, à un moment donné, avoir un accès local au système. De quoi « réduire la surface d'attaque par rapport à une faille exploitable à distance », précisent les experts en cybersécurité.

De son côté, AISLE a immédiatement alerté les responsables du logiciel, qui ont pu déployer un correctif très rapidement. Cet épisode souligne malgré tout à quel point même des institutions prestigieuses, aux processus de revue pourtant rigoureux, peuvent passer à côté d'une erreur enfouie dans des milliers de lignes de code.

BOUDÉS PAR LES ÉTATS-UNIS L'Union européenne et le Canada concluent un deal technologique dans leur coin

Lundi soir, l'Union européenne et le Canada ont signé deux protocoles d'accord majeurs, l'un sur l'intelligence artificielle, l'autre sur l'identité numérique. Face aux États-Unis, les deux acteurs veulent se démarquer. Assiste-t-on à un tournant dans la coopération transatlantique ? Lundi 8 décembre à Montréal, l'Union européenne et le Canada ont tenu leur premier conseil de partenariat numérique, dans la foulée du G7 sur l'industrie et la technologie. Deux ans après avoir scellé leur alliance, les partenaires ont concrétisé leurs ambitions avec la signature de deux protocoles, avec pour objectif de bâtir ensemble l'économie de demain.

L'intelligence artificielle, priorité absolue du partenariat UE-Canada

Le premier protocole signé ce lundi cible l'intelligence artificielle. L'Union européenne et le Canada veulent développer des IA fiables qui respectent les droits fondamentaux, tout en stimulant leur économie. Comme l'a souligné Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, « aucune région ne peut à elle seule faire face à la transformation numérique. » Plusieurs secteurs vont profiter de la dynamique. La santé, l'énergie, la science, la fabrication, la culture et les services publics vont pouvoir accélérer l'adoption de l'IA grâce au partage des meilleures pratiques entre les deux territoires. Les PME ne sont pas oubliées et bénéficieront d'un accompagnement spécifique pour intégrer ces technologies. Au-delà des applications immédiates, la recherche fondamentale occupera une place centrale. Les partenaires vont en effet collaborer sur le développement de modèles d'IA avancés dédiés au bien public. En priorisant la surveillance des phénomènes météorologiques extrêmes et la lutte contre le changement climatique, l'intelligence artificielle sera mise au service de l'intérêt général. Un dialogue structuré sur les espaces de données viendra compléter le dispositif, annonce l'Union européenne.

Comment l'UE et le Canada veulent protéger les médias des plateformes dominantes

Le second protocole d'accord porte sur l'identité numérique. L'idée de l'Union européenne et du Canada est de créer un forum dédié pour tester conjointement les technologies, lancer des projets pilotes et garantir l'interopérabilité des portefeuilles d'identité entre les deux zones. Des cas d'utilisation concrets seront développés pour faciliter la vie des citoyens. Le volet médiatique inquiète les deux partenaires. Quelques plateformes numériques contrôlent désormais l'accès à l'information, tandis que l'IA menace la viabilité du journalisme professionnel. L'UE et le Canada considèrent aujourd'hui que garantir des médias indépendants et pluralistes reste indispensable pour préserver la démocratie. Les deux partenaires vont donc renforcer le journalisme local et l'intégrité de l'information en ligne. Ils comptent s'attaquer aux défis posés par l'IA générative et aux tentatives de manipulation. La coopération s'étendra aussi à la sécurité de la connectivité internationale, avec l'exploration de nouveaux itinéraires de câbles sous-marins, notamment dans l'Arctique.

Tesla Optimus : le drôle d'incident qui embarrasse Elon Musk

Une vidéo assez embarrassante vient d'être publiée sur la toile. On y voit le robot Optimus dans une position qui fait douter de son autonomie ! Il existe peu de voix qui soutiennent autant le développement des robots dans notre société qu'Elon Musk, dont la société Tesla conçoit un robot Optimus en constante amélioration. On l'avait ainsi vu nous montrer il y a un peu plus de deux mois ses progrès impressionnants, quand il s'était adonné aux arts martiaux. Mais ces avancées sont aujourd'hui remises en cause par une vidéo étrange.

Optimus a un mouvement typiquement humain avant de s'effondrer

Vendredi dernier, un événement était organisé dans le magasin Tesla de Miami (Floride). Et pour montrer les progrès de l'entreprise, un de ses robots Optimus était en charge de la distribution de petites bouteilles d'eau à destination des badauds. Mais ça ne s'est pas passé comme c'était espéré. En atteste cette vidéo du robot, que l'on voit subitement effectuer des gestes



désordonnés, avant de mimer un geste lui très humain. Optimus a en effet à ce moment-là levé les mains vers son front, comme s'il soulevait un objet posé sur son crâne, avant de tomber à la renverse.

Les robots téléopérés, une polémique récurrente chez Tesla

Un mouvement bien caractéristique qui n'a échappé à personne, puisqu'il s'agit exactement de celui qui est fait lorsque l'on retire un casque de réalité virtuelle. De quoi se poser une question simple : Optimus n'était-il pas téléopéré par un humain ? Une hypothèse d'autant plus plausible qu'on ne ferait pas face à une première. Pour rappel, il y a un peu plus d'un an, Tesla organisait en grande pompe son événement « We, Robot », durant lequel les robots de l'entreprise avaient marqué le public en déambulant au milieu des humains. Quelques jours plus tard, on apprenait pourtant que la performance n'était pas si exceptionnelle qu'il n'y paraissait, ces robots étant téléopérés, ce que Tesla s'était alors gardé de préciser. Sommes-nous face au même scénario ?

AVEC SON CONCEPT ELO

Citroën nous donne sa vision du Combi

Citroën est une marque dynamique en ce moment. Après avoir renouvelé sa citadine, la C3, son SUV urbain le C3 Aircross et dernièrement son SUV compact, le C5 Aircross, Citroën nous dévoile aujourd'hui un nouveau concept car dénommé ELO, qui marie un look sympathique avec un très vaste espace intérieur et une grande modularité. Découverte.

Chez Citroën, on aime bien récemment les concepts aux dénominations courtes. Après Oli, voici maintenant Elo. Comme son aïeule, Elo vous donne le sourire. En effet, celui-ci dispose d'une bouille très craquante, qui se compose d'une nouvelle interprétation de la signature lumineuse avec des quatre projecteurs rectangulaires positionnés verticalement par paire. Les feux de jour sont constitués de quatre réglattes LED (deux sur chaque côté) implantées sur le bas et le haut du bouclier. L'organisation est identique à l'arrière avec feux feu de jours qui jouent le rôle d'ailetons comme c'est le cas sur le C5 Aircross. La face avant est ornée en son centre par des énormes chevrons qui sont éclairés, comme c'est devenu la norme aujourd'hui. La partie basse du bouclier de couleur gris est similaire à l'avant et à l'arrière comme c'était déjà le cas sur l'Ami. Il est constitué d'une mousse identique à celle de l'intérieur de casques de vélo, puisque Citroën s'est associée à Decathlon pour la conception de certains détails de ce concept. On retrouve cette matière également sur les ailes plates, qui peuvent servir pour poser des objets une fois la voiture à l'arrêt. Le profil donne l'impression d'avoir affaire à une grande voiture, pourtant ce n'est pas le cas puisque ce concept mesure seulement 4,10 m. Mais les designers et ingénieurs de la marque sont allés très loin dans la réflexion. Ce concept mélange ainsi les genres à mi-chemin entre l'utilitaire et le van. Ainsi, le pare-brise est courbé sur la partie basse, mais une fois les quatre portes antagonistes ouvertes, qui dégagent un espace de 1,92 m de large, on découvre un habitacle particulièrement généreux de couleur orange. Le positionnement du moteur électrique à l'arrière permet de dégager beaucoup de place à l'avant, ce qui a permis d'avancer énormément la position du conducteur, qui se retrouve en position centrale. Face à lui, aucun écran, mais



toutes les informations nécessaires à la conduite sont projetées sur une lamelle transparente, qui permet de voir également la route. Le volant monobranche est un rappel au passé puisqu'il avait été introduit par la DS en 1965. Deux joysticks permettent de naviguer dans les menus. De chaque côté de cet espace, Citroën a emménagé des espaces de rangements avec la possibilité de fixer votre portable. C'est loin d'être fini, car le conducteur peut faire pivoter son siège vers l'arrière. Il peut ainsi interagir avec les trois passagers arrière qui disposent de sièges individuels de même largeur et d'un espace aux jambes particulièrement généreux. Si cela ne suffit pas, il suffit de déployer deux sièges supplémentaires qui sont rangés dans les assises des sièges arrière et viennent se positionner à côté du siège conducteur. Elo propose plein d'aménagements

comme des tables escamotables pour travailler, mais aussi pour se reposer puisque les dossiers des sièges arrière peuvent se rabattre pour devenir des couchages confortables grâce à des matelas rangés dans le coffre et profiter par là même du système home cinéma installé. Les intérieurs des feux arrière jouant dans ce cas précis le rôle de lampes de chevet. La lumière joue un rôle important comme en attestent l'importante surface vitrée, la ceinture de caisse relativement basse et le toit vitré ouvrant au-dessus du conducteur. Le coffre est accessible par deux portes, mais on note aussi la présence d'un girafon pour faciliter le transport d'objets encombrants. Les rangements sont très nombreux puisque les intérieurs de portes arrière accueillent un skateboard, des tasses tandis que les ailes arrière permettent de loger des boules de pétanques. Le

loisir et notamment le camping est l'un des éléments de ce concept, car l'assise des sièges arrière peut se transformer en siège extérieur d'appoint avec en complément un brise-vue pour s'abriter du soleil. L'idée d'un véhicule logeable, modulable et cool n'est pas nouvelle puisqu'elle est notamment présente dans de nombreux vans et notamment dans le plus célèbre d'entre eux, le Volkswagen Combi. Et force est de reconnaître que cela fonctionne toujours et il est bien difficile d'y résister. Malheureusement, si comme nous, vous avez été séduits par ce concept Elo, vous allez être déçus, car il ne débarquera jamais sur nos routes en l'état. Mais en tous les cas, il donne des indices intéressants sur le futur de Citroën. Elo fera sa première sortie officielle à l'occasion du salon de Bruxelles qui se tiendra début janvier.

Pourquoi les voitures pourraient obtenir de moins bonnes notes aux crash-tests dès 2026

Euro NCAP s'apprête à appliquer en 2026 la plus vaste révision de son protocole depuis 2009. Le barème ne se limitera plus à la résistance au choc, mais couvrira tout le parcours de sécurité : la conduite, l'évitement, la protection et la gestion post-accident. Une approche élargie qui reflète mieux les risques actuels, mais qui rendra aussi l'obtention des cinq étoiles sensiblement plus difficile. Les conducteurs découvriront ainsi des notes globales en baisse, sans que les voitures soient pour autant moins sûres. Depuis plus de vingt-cinq ans, l'Euro NCAP évalue la sécurité des voitures européennes en leur attribuant des étoiles. Mais si l'organisme européen s'appuyait jusqu'à maintenant principalement sur la résistance aux chocs et l'efficacité des protections embarquées, la réalité de la route a changé : les aides à la conduite sont devenues omniprésentes, les interfaces se sont complexifiées et l'avènement de la voiture électrique a introduit de nouveaux enjeux liés aux batteries. Autant de raisons pour lesquelles l'organisme a décidé de repenser de fond en comble son système d'évaluation afin qu'il reflète mieux les

conditions de conduite actuelles. Il y a quelques jours, il a donc rendu public son nouveau protocole 2026 qui repose ainsi sur quatre volets distincts : conduite sûre, évitement de l'accident, protection en cas de choc et sécurité post-collision. Cette structure élargie s'inspire des principes du Haddon Matrix (outil d'analyse des accidents inventé par William Haddon, médecin et pionnier de la sécurité routière dans les années 1970), qui analyse l'accident avant, pendant et après. L'idée n'est plus seulement de mesurer la performance d'un véhicule à l'impact, mais de comprendre comment il aide, ou non, à éviter le danger et à gérer les conséquences. Ce changement de protocole qui rend l'accès aux cinq étoiles plus exigeant et pourrait bien redistribuer les cartes entre les modèles.

Les voitures électriques particulièrement concernées

Avec l'explosion du parc électrique, l'Euro NCAP introduit un examen plus poussé de la sécurité après impact. Notamment sur un sujet pointé du doigt par la Chine comme l'Union européenne : les poignées de porte



électriques et/ou affleurantes. Dans leur évaluation, elles devront rester opérationnelles une fois la voiture endommagée, afin de faciliter l'accès des secours. De plus la gestion de la batterie haute tension sera également testée : isolation correcte, alertes en cas de risque d'incendie et avertissements si un feu se déclare pendant la recharge ou après un accident. Ces points étaient jusqu'ici peu visibles dans les notes, mais compteront désormais davantage. Le protocole élargit aussi les scénarios

d'évitement d'accident, en tenant compte des accidents fréquents en milieu urbain et de situations plus proches du réel. Les voitures capables de prévenir un appui accidentel sur la mauvaise pédale ou de détecter un cycliste en approche lors d'une ouverture de porte seront valorisées. À l'inverse, les systèmes trop brusques ou trop sensibles risquent de faire perdre des points. Une voiture très performante en protection passive pourrait donc obtenir une note plus modeste si ses aides électroniques manquent de finesse.

Des notes en baisse, mais une sécurité mieux reflétée

Avec ces nouveaux critères, la hiérarchie des modèles changera forcément. Certains constructeurs misaient sur une excellente structure et des airbags sophistiqués pour atteindre cinq étoiles. En 2026, ces éléments ne suffiront plus. Les systèmes d'assistance, leur calibration en conditions réelles et la qualité de l'interface compteront autant que la résistance au choc. Un modèle jugé exemplaire aujourd'hui pourrait donc apparaître moins brillant demain, uniquement parce que le référentiel s'est durci. Pour les conducteurs, la lecture des résultats devra donc évoluer. La note globale représentera un équilibre entre quatre volets distincts : conduite, évitement, protection, et sécurité post-choc. Un recul apparent dans la notation pourrait au contraire signaler une évaluation plus complète et plus fidèle aux risques actuels. L'objectif annoncé par Euro NCAP reste inchangé : réduire les morts et blessures graves. Le protocole 2026 affine donc ses outils, quitte à rendre les étoiles plus difficiles à décrocher.

PRÉVU DU 5 AU 8 JANVIER 2026 À CONSTANTINE

“Algeria Export Fair” le premier salon dédié à l’exploration de services

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, hier dans un communiqué, l'organisation du premier Salon national des services algériens destinés à l'exportation, "Algeria Export Fair", prévu du 05 au 08 janvier 2026 à la salle Zénith – Constantine. À cet effet, le ministère invite l'ensemble des opérateurs économiques algériens actifs dans les domaines de l'exportation de services (numériques, consultatifs, d'ingénierie, logistiques, sanitaires, éducatifs, touristiques, etc.) à participer à cet important rendez-vous économique qui constitue une plateforme stratégique pour mettre en valeur les compétences nationales dans le domaine de l'exportation de services.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 11 décembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SUISSE

Le ministre de l'Economie Guy Parmelin nouveau président en 2026

Le ministre suisse de l'Economie, Guy Parmelin, a été élu président pour l'année 2026 par les députés des deux chambres de l'Assemblée fédérale (parlement) de la Confédération, a indiqué le Parlement dans un communiqué.

En Suisse, le président n'est pas le chef de l'Etat: cette prérogative est collective et appartient au Conseil fédéral (chambre basse du parlement) du pays. La fonction présidentielle est occupée à tour de rôle pour une durée d'une année civile par les membres du gouvernement, composé de sept ministres.

Le résultat des élections du 10 décembre était prédéterminé par le consensus des quatre principaux partis, dont les membres siègent au gouvernement. La rotation annuelle des présidents n'influence pas la politique du pays, car toutes les questions clés sont décidées collectivement au sein du gouvernement. En cas d'égalité des voix, l'avis du président devient décisif. Selon le communiqué, M. Parmelin, qui représente au gouvernement l'Union démocratique du centre (UDC) de droite conservatrice, a obtenu 203 voix sur 210. Il entrera en fonction le 1er janvier et occupera ce poste tout au long de l'année 2026, cumulant les attributions présidentielles avec ses responsabilités ministérielles

ANP

Mise en échec de tentatives d’introduction de plus de 26 quintaux de kif traité

Des tentatives d'introduction de plus de vingt-six (26) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc, ont été mises en échec, alors que 19 kilogrammes de cocaïne ont été saisis lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 3 au 9 décembre en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 3 au 9 décembre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité, qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont arrêté 10 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP, "ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 59 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 26 quintaux et 15 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 19 kilogrammes de cocaïne et 455.658 comprimés psychotropes ont été saisis", ajoute la même source.

"A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Illizi et Djanet, des détachements de l'ANP ont arrêté

276 individus et saisi 28 véhicules, 299 groupes électrogènes, 221 marteaux piqueurs, 3 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite".

De même, "15 autres individus ont été appréhendés et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, 5 fusils de chasse, 6.570 litres de carburants, ainsi que 7,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes", selon le bilan.

Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 392 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 351 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Le pétrole et son prix : une histoire non encore écrite

Jamais dans l'histoire moderne, une matière première n'a eu le prestige du pétrole. Depuis sa découverte il y a maintenant plus d'un siècle, le monde a vibré aux technologies de son extraction, à ses usages et surtout à son prix. Les volumes des investissements dans le secteur des pétroles sont gigantesques, le système financier a été fortement influencé par les flux provenant des transactions sur cette matière première. Des banques ont été créées par et pour le pétrole et d'autres ont disparues par le fait du pétrole.

Des Etats sont nés grâce au pétrole (états du golfe arabique) et d'autres ont connu des coups d'Etat à cause du pétrole (Iran, Venezuela...). L'énergie a toujours été le moteur des grandes transformations dans les économies et les sociétés ; le pétrole est une énergie singulière. Elle est transportable d'un point à un autre sans grande difficulté, contrairement au charbon pour son poids, l'électricité qui exige un réseau câblé ou le gaz qui suppose aussi des conditions spécifiques pour son transport. Le pétrole est la dernière arrivée des énergies fossiles et certainement la plus répandue aujourd'hui dans le monde. Le pétrole est à la fois une énergie primaire (à partir de laquelle on peut produire une énergie secondaire, par ex. l'électricité) et une énergie finale (carburant ou combustible).

Après la vapeur (charbon) qui a impulsé la manufacture et le chemin de fer et l'électricité qui a révolutionné l'industrie, le pétrole est la matière qui a révolutionné particulièrement les transports et le mode de vie des populations.

Le pétrole va-t-il durer aussi longtemps que le charbon ? Rien n'est moins sûr. Les prix du pétrole est une autre histoire.

Samedi dernier, l'association « Club Energy » a organisé une conférence sur le sujet. L'ancien ministre de l'énergie et ancien PDG de Sonatrach, M. Boucenna, a animé cette conférence. D'emblée, on rappelle que le pétrole n'est pas une marchandise comme les autres, son marché est mondialisé depuis toujours, sa structure est oligopolistique et la géopolitique est un facteur de forte influence. Ainsi caractérisé, ce marché n'est pas concurrentiel et la loi de l'offre et de la demande ne joue pas comme dans un marché ordinaire. Mais au-delà de ces caractéristiques apparentes, le marché du pétrole intègre des dimensions comme celle de la faible substitution du pétrole par un autre produit énergétique. Le secteur du pétrole est stratégique pour tout le monde, producteurs et consommateurs ; la recherche de revenus pour les uns et la recherche de la sécurité énergétique pour les autres. Au plan purement industriel, la filière pétrolière est fortement concentrée

(ou du moins sous le contrôle d'une compagnie) tant verticalement qu'horizontalement ; ce qui suggère que la gestion de la chaîne de valeurs par les compagnies est stratégique. Le pétrole a un seul prix sur toute la planète. Ce qui distingue les revenus des compagnies pétrolières, ce sont les marges. Plus la marge est grande plus les revenus (profits) sont importants. Le contrôle et la maîtrise de l'amont pétrolier est le facteur clé de succès dans l'industrie pétrolière. Les Compagnies ne se font jamais une concurrence directe ; elle n'a pas de sens.

On a tendance à négliger ou à minorer l'importance du dollar dans le marché du pétrole et la détermination du prix. Le dollar, par la puissance de l'Amérique au triple plans : premier producteur, premier consommateur et principal protecteur des routes du pétrole, est devenu une composante consubstantielle du prix du pétrole. Les prix sont fixés à New York où la Bourse de N.Y transige plus de 65% des transactions, bien entendu en dollar. On commence à facturer en d'autres monnaies (le Yuan ou le Rouble) entre certains pays, particulièrement entre la Russie et certains pays du Sud comme la Chine ou l'Inde... Partant de ces considérations sur le marché du pétrole, les revenus seront fortement dépendants de la maîtrise des coûts de production. Le coût marginal

de production sera déterminant dans la marge. Des pays à grandes réserves et surtout à grandes capacités de production peuvent influencer significativement les prix et les revenus, car ils peuvent réaliser d'énormes économies d'échelle et leur coût marginal sera assez bas. Les petits ou moyens producteurs dégageraient moins de revenus s'ils ne font pas le ré engineering de leurs coûts de production. Combattre les surcoûts est une priorité. Sonatrach est dans ce cas de figure.

Selon le conférencier, la demande en pétrole est en croissance, les autres sources d'énergie (fossile ou renouvelables) viennent se superposer plutôt que de se substituer au pétrole. La nouvelle inconnue sur le marché pétrolier est l'arrivée massive du schiste. Il va réguler le marché en apportant une offre additionnelle, mais en intégrant aussi des coûts additionnels. Le prix d'équilibre sera ainsi affecté par le volume et par des coûts plus élevés : le prix du pétrole aura un prix planché, celui égal au coût de production du schiste. L'Amérique continue à dominer le marché sur tous les plans et ne peut maintenir cette domination que par le gaz de schiste. Le pétrole conventionnel, moins coûteux, résistera mieux à l'offre additionnelle ; mais dans quelle proportion et jusqu'à quand ? Quid des pays qui rejettent le gaz de schiste.